



UN MONDE LIBÉRÉ DE L'ARME NUCLÉAIRE



REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / FÉVRIER 2010

VOLUME 15 / NUMÉRO 2

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

Programmes d'information internationale

Coordonnateur	Daniel Sreebny
Directeur de la publication	Jonathan Margolis
Conception	Michael Jay Friedman
<hr/>	
Rédacteur en chef	Richard Huckaby
Directeur de la rédaction	Bruce Odyssey
Chef de la production/Internet	Janine Perry
Chef adjointe de la production	Sylvia Scott
<hr/>	
Révision	Rosalie Targonski
Photographies	Maggie Sliker
Page de couverture	Diane Woolverton
Graphismes	Vincent Hughes
Documentaliste	Martin Manning
Traduction	Service de traduction IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Photo de couverture : © Getty Images

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie une revue électronique mensuelle sous le logo *eJournal USA*. Ces revues examinent les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale ainsi que la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis.

Publiée d'abord en anglais, la revue mensuelle est suivie d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et en persan. Toutes les revues sont cataloguées par volume et par numéro.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf mention explicite de droit d'auteur, auquel cas ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante : <http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>.

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA*
IIP/PUBJ
U.S. Department of State
301 4th Street, SW
Washington, DC 20547
United States of America

Courriel : eJournalUSA@state.gov

Avant-propos

« J'affirme clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires. Je ne suis pas naïf. Ce but ne pourra être atteint avant longtemps, sans doute pas de mon vivant. Il faudra de la patience et de l'obstination. »

Le président Barack Obama, 5 avril 2009

En 1931, Albert Einstein se disait « non seulement pacifiste, mais pacifiste militant ». Dans une lettre adressée huit ans plus tard au président Franklin Roosevelt, il évoqua la possibilité du déclenchement « d'une réaction nucléaire en chaîne à l'aide d'une grande masse d'uranium, ce qui produirait une grande quantité d'énergie et d'importantes quantités de nouveaux éléments similaires au radium (...) et la construction de bombes de ce type, extrêmement puissantes, serait alors concevable, encore que loin d'être certaine. » Einstein fit remarquer au président que l'Allemagne nazie avait interdit l'exportation d'uranium et il encouragea le gouvernement des États-Unis à accélérer la recherche atomique.

Roosevelt ordonna la mise en route du « Projet Manhattan », nom de code du projet ultrasecret de recherche mené conjointement par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada pour fabriquer la première bombe atomique de l'histoire. Quand elle fut mise à l'essai, le 16 juillet 1945, dans le polygone de tir d'Alamogordo, au Nouveau-Mexique, le directeur scientifique du projet, Robert Oppenheimer, cita la *Bhagavad Gita* : « Je suis devenu la Mort, le Destructeur de mondes. » Oppenheimer finira par s'opposer, en vain, au développement de la bombe à hydrogène, encore plus effroyable.

L'année dernière, à Prague, le président Barack Obama affirma l'engagement des États-Unis à œuvrer en faveur d'un monde affranchi des armes nucléaires. Mais il admit que cet objectif pourrait ne pas être atteint de son vivant. Les moyens de parvenir à un tel objectif et les raisons des difficultés qui se posent font l'objet du présent numéro de la revue électronique.

Les auteurs des articles abordent cette question sous tous les angles possibles. La plupart sont solidaires de

l'objectif que vise le président Obama ; un ancien conseiller en matière de sécurité nationale avance cependant l'idée selon laquelle le monde pourrait être un lieu plus sûr s'il restait un petit nombre d'armes nucléaires répertoriées que si l'on se contentait de la promesse de leur disparition. Des articles de fond examinent le Traité de non-prolifération

des armes nucléaires (TNP) et s'interrogent sur la nature d'un traité qui abolirait ce type d'armes. Nous passons en revue la politique en la matière du gouvernement Obama et examinons les questions en jeu du point de vue des Russes et dans l'optique des pays qui optent en faveur de la non-prolifération. Nous faisons le point des efforts qui ont été déployés dans le domaine du désarmement – certains ont été plus couronnés de succès que d'autres. Nous posons la question suivante : pourquoi certains pays ont-ils construit des milliers d'armes nucléaires ? Enfin, nous décrivons en détail un programme qui a déjà éliminé quelque 15 000 ogives nucléaires.

Quand un pacifiste de renom prône la fabrication d'une bombe atomique et que le principal responsable

de sa production s'y oppose en raison de son caractère de plus en plus destructeur, c'est dire que les questions en jeu sont enchevêtrées. Quand le président des États-Unis d'Amérique fixe un objectif, et que dans le souffle suivant il suggère qu'il pourrait ne pas être atteint de son vivant, c'est dire que les questions en jeu sont difficiles. Nous formons l'espoir que le lecteur prendra conscience du degré des difficultés et, chose plus importante encore, qu'il partagera la détermination du président Obama à construire un monde sécurisé et pacifique, indépendamment du temps qu'il faudra y consacrer.

La rédaction



REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / FÉVRIER 2010 / VOLUME 15 / NUMÉRO 2

<http://www.america.gov/publications/ejournalusa.html>

Un monde libéré de l'arme nucléaire

LA MENACE ET LA PROMESSE

4 L'engagement de Barack Obama

ELLEN TAUSCHER, SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DE LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Il y a des gens qui parlent de parvenir à un monde sans armes nucléaires. Le président Obama essaie, lui, de faire en sorte que cet objectif se réalise.

6 La transformation de la politique nucléaire des États-Unis

JOSEPH CIRINCIONE, PRÉSIDENT DU PLOUGHSHARES FUND

Le président Obama se heurte à de nombreux obstacles, à commencer par le cynisme.

10 Savoir parier

ENTRETIEN AVEC BRENT SCOWCROFT, ANCIEN CONSEILLER PRÉSIDENTIEL EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NATIONALE

L'option « zéro » en matière d'armes nucléaires risque de déboucher sur un monde encore plus instable.

15 La contribution de la non-prolifération nucléaire

GEORGE PERKOVICH, DIRECTEUR, ET DEEPTI CHOUBEY, SOUS-DIRECTRICE DU PROGRAMME SUR LA POLITIQUE NUCLÉAIRE À LA FONDATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

La prévention de la prolifération des armes nucléaires exige la coopération entre les grandes puissances nucléaires.

19 Fission et fusion

Deux procédés techniques permettent aux réactions en chaîne des armes nucléaires d'atteindre une ampleur massive.

20 Au-delà des traités en vigueur

REBECCA JOHNSON (ROYAUME-UNI), DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ACRONYM INSTITUTE FOR DISARMAMENT DIPLOMACY

La Conférence d'examen de 2010 sur la non-prolifération nucléaire devrait commencer à préparer la voie à un traité abolissant les armes nucléaires.

L'HISTORIQUE DU DÉSARMEMENT

24 Les succès et les échecs

JEREMI SURI, PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DU WISCONSIN-MADISON

Le XX^e siècle a connu quelques succès mais aussi des échecs en matière de contrôle des armements.

LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE

30 La surenchère des arsenaux nucléaires

JONATHAN REED WINKLER, PROFESSEUR ASSOCIÉ D'HISTOIRE À LA WRIGHT STATE UNIVERSITY DANS L'OHIO

Le maintien coûteux d'énormes stocks d'ogives nucléaires était le prix de la paix pendant la guerre froide.

32 Le numéro d'équilibrisme russo-américain

DMITRI TRENIN (RUSSIE), DIRECTEUR DU CENTRE CARNEGIE DE MOSCOU

Les dirigeants russes soutiennent publiquement l'idée d'un monde sans armes nucléaires mais ils n'ont pas de stratégie bien définie pour faire avancer leur vision.

34 Des mégatonnes aux mégawatts

ANDREW NEWMAN (AUSTRALIE), CHARGÉ DE RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ HARVARD

Grâce au programme dit «des mégatonnes aux mégawatts», la moitié de l'énergie nucléaire des États-Unis vient du démantèlement d'ogives nucléaires russes.

PERSPECTIVES

36 Les jeunes montent au créneau

JOHAN BERGENÄS (SUÈDE), CHERCHEUR ADJOINT À L'INSTITUT MONTEREY D'ÉTUDES INTERNATIONALES

Le progrès vers un monde libéré de l'arme nucléaire dépend des jeunes.

37 Un monde plus sûr pour tous

JAYANTHA DHANAPALA (SRI LANKA), PRÉSIDENT DU MOUVEMENT PUGWASH DE CONFÉRENCES SUR LA SCIENCE ET LES AFFAIRES MONDIALES

Un accord global et vérifiable sur l'élimination des armes nucléaires renforcerait équitablement la sécurité de tous les peuples du monde.

39 L'engagement des États non nucléaires

IRMA ARGÜELLO (ARGENTINE), FONDATRICE ET PRÉSIDENTE DE LA NONPROLIFÉRATION FOR GLOBAL SECURITY FOUNDATION

Tous les pays du monde doivent comprendre que l'élimination des armes nucléaires renforcera la sécurité collective.

41 Quelques chiffres

42 Ressources complémentaires (en anglais)

L'engagement de Barack Obama

Ellen Tauscher

Il y a des gens qui parlent de parvenir à un monde sans armes nucléaires. Le président Obama essaie, lui, de faire en sorte que cet objectif se réalise. Mme Ellen Tauscher est sous-secrétaire d'État chargée de la maîtrise des armements et de la sécurité internationale.

A Prague en avril dernier, le président Obama a énoncé un programme d'action ambitieux et courageux : il vise à instaurer la paix et la sécurité d'un monde sans armes nucléaires. D'autres présidents ont articulé ce même objectif, mais le président Obama a fait clairement savoir qu'il ne ménagerait aucun effort pour l'atteindre, tout en reconnaissant que l'élimination totale des armes nucléaires exigerait de la patience et de l'obstination, et pourrait bien ne pas se réaliser de son vivant. Pour autant, la voie à suivre a peut-être autant d'importance que la destination visée. Les mesures concrètes que nous prenons aujourd'hui en vue d'accroître la stabilité internationale rehausseront notre sécurité et nous aideront à jeter les fondements d'actions ultérieures.

L'un des deux principaux détenteurs d'armes nucléaires au monde, les États-Unis reconnaissent et acceptent la responsabilité qu'ils ont de montrer la voie pour ce qui est de réduire le nombre et l'importance des armes nucléaires.

Entre-temps, nous conserverons un arsenal nucléaire sûr, sécurisé et fiable. Nous ne faiblirons jamais dans notre volonté de nous défendre et de défendre nos alliés ainsi que nos intérêts, et tout adversaire doit savoir que nous nous défendrons et que nous punirons les actes d'agression.

Comme l'a fait remarquer la secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton, le fait de s'accrocher à des stocks nucléaires qui dépassent nos besoins ne nous rend pas plus sûrs. Les excédents inutiles n'améliorent nullement notre sécurité ; en revanche, ils aggravent le sentiment d'insécurité chez les autres. Ce fait pourrait servir de prétexte à certains qui aspirent à se doter d'armes nucléaires, et il nous serait alors plus difficile de convaincre les autres de se joindre à notre action en faveur de la lutte contre la prolifération.



À Prague, le président Obama a affirmé sa détermination à œuvrer à l'élimination des armes nucléaires.

LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE

Nous faisons déjà les premiers pas dans la voie de l'établissement d'un monde sans armes nucléaires. Les États-Unis et la Russie - les deux plus gros détenteurs d'arsenaux d'armes nucléaires - s'emploient à négocier un accord juridiquement contraignant qui succéderait au traité bilatéral de réduction des armes stratégiques (START) conclu en 1991 et qui est devenu caduc en décembre 2009.

Ce nouveau traité rehaussera notre sécurité mutuelle

et la stabilité internationale en imposant la réduction des forces nucléaires, vérifications à l'appui.

Le gouvernement Obama demandera en outre au Sénat de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), signé en 1996. En effet, le TICE peut accroître notre sûreté et notre sécurité. Nous le savons parce que nos scientifiques d'un haut niveau d'excellence qui travaillent pour notre Programme de maintien de nos stocks d'armes nucléaires (le « Stockpile Stewardship Program ») ont tellement affiné leurs compétences techniques qu'ils n'ont plus besoin de tester les armes nucléaires.

De surcroît, le président Obama a dit que les États-Unis s'emploieraient à négocier un traité vérifiable sur l'interdiction de la production de matières fissiles. Le monde possède déjà un excédent de matériaux utilisés dans la fabrication de bombes nucléaires - nous en avons suffisamment comme cela dont nous devons éviter qu'elles ne tombent entre les mains de terroristes.

En mai, la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) tentera de forger un consensus parmi les États membres en vue de revitaliser et de renforcer le régime de non-prolifération. En langage clair, cela signifie que tous les pays, qu'ils soient une puissance nucléaire ou non, doivent jouer un rôle important pour freiner la prolifération des technologies dangereuses et se montrer unis face à ceux qui enfreignent les normes et les accords internationaux.

Le président Obama prend des mesures destinées à concentrer l'attention sur le terrorisme nucléaire. Il a prôné la mise en route d'un effort international ayant pour but de sécuriser toutes les matières nucléaires vulnérables, et ce dans un délai de quatre ans, en procédant au démantèlement des marchés noirs, à la détection et à l'interception des matériaux en transit et à l'utilisation d'outils financiers propres à perturber le commerce illicite.

SOMMET NUCLÉAIRE

En septembre 2009, le président Obama a présidé une session spéciale du Conseil de sécurité des Nations Unies dans le cadre de laquelle fut adoptée la résolution 1887, qui stipule un ensemble de mesures détaillées de nature à renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires. En outre, le président a annoncé son intention d'accueillir en avril 2010 une réunion au sommet sur la sécurité nucléaire dont l'objectif sera de s'entendre sur la menace que constitue le terrorisme nucléaire.

En attendant, nous sommes en train d'examiner notre doctrine nucléaire (la « Nuclear Posture Review ») à l'égard de nos forces stratégiques. Cet examen aura pour effet de réévaluer fondamentalement le rôle des armes nucléaires dans la dissuasion des menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité. Ce sera peut-être le document qui mettra fin une fois pour toutes au moule de pensée de la guerre froide.

Pour rehausser notre sécurité nationale, cet examen devra prévoir la réduction du rôle des armes nucléaires dans nos stratégies militaires et diplomatiques tout en maintenant une force efficace de dissuasion tant que ces armes existeront.

Il y a des moments où la prolifération semble inévitable et où on a l'impression qu'une série de pays et d'acteurs non étatiques pourraient acquérir des armes nucléaires ou des matières fissiles. Pourtant, il est possible d'enrayer, voire de stopper, la prolifération des armes nucléaires.

Nous avons des succès notables à notre actif. Plus de 180 pays ont renoncé à l'arme nucléaire. Au cours des quarante dernières années, les pays qui ont renoncé aux programmes d'armement nucléaire ou qui en ont été privés sont plus nombreux que ceux qui ont acquis ce type d'armes.

Mais nous savons aussi à quel point serait lourde de conséquences l'acquisition de ces armes au pouvoir de destruction terrifiant par un État ou par des terroristes et nous ne devons pas relâcher notre vigilance. C'est pour cela que la non-prolifération, la sécurité nucléaire et la maîtrise des armements figurent en tête de liste du programme de sécurité nationale du gouvernement Obama. ■

Le lecteur est invité à consulter également (en anglais) les propos tenus par le président Barack Obama à Prague, Place Hradcany, en République tchèque [http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-President-Barack-Obama-In-Prague-As-Delivered] ainsi que la résolution 1887 du Conseil de sécurité de l'ONU [<http://www.America.gov/st/peacesec-french/2009/September/20090925101902ibeucor0.4129907.html>].

La transformation de la politique nucléaire des États-Unis

Joseph Cirincione



© AP Images/S.S. Hecker/HO

Des briques et des sacs de sable sont entassés derrière deux ouvriers d'une usine de production d'uranium, signe que la Corée du Nord accélère son programme nucléaire.

Le président Obama poursuit une politique visant à l'élimination des armes nucléaires dans le monde entier. Il se heurte à de nombreux obstacles, à commencer par le cynisme. M. Joseph Cirincione est président du Ploughshares Fund, fondation d'intérêt public qui octroie des dons et se spécialise dans la politique relative aux armes nucléaires et le règlement des conflits.

Le président Barack Obama s'est engagé à Prague, le 5 avril 2009, à poursuivre « la paix et la sécurité d'un monde sans armes nucléaires ». L'année 2010, placée sous le sceau de traités, de négociations et de conférences d'importance fondamentale, montrera s'il peut formuler une nouvelle stratégie qui sera capable d'atténuer la montée des dangers nucléaires, comme il s'est engagé à le faire.

LES MENACES D'AUJOURD'HUI

Les habitants de la planète ont à faire face à quatre catégories de menaces nucléaires. La première concerne la possibilité qu'un groupe terroriste mette la main sur une arme nucléaire et qu'il la fasse exploser dans une grande ville. La deuxième a trait au danger de l'utilisation accidentelle, non autorisée ou délibérée de l'une des 23 000 armes nucléaires réparties entre neuf pays à l'heure actuelle. La troisième tient à l'apparition de nouveaux noms sur la liste des pays dotés de l'arme nucléaire : la Corée du Nord aujourd'hui, l'Iran demain peut-être et d'autres par la suite. La quatrième et dernière menace est l'effondrement possible du réseau de traités et de mesures de contrôle qui a su ralentir, sinon prévenir totalement, la prolifération des armes nucléaires.

Au cours des années 1990, une série de décisions

judicieuses a permis d'atténuer les menaces suivantes :

- Les États-Unis et la Russie, détenteurs à eux deux de 96 % des armes nucléaires au monde, ont négocié des traités qui ont eu pour effet de réduire considérablement leurs arsenaux.

- De nombreux États ont renoncé aux armes et programmes d'armement nucléaires, dont l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Irak et l'Afrique du Sud.

- Les États-Unis, la Russie et d'autres pays ont mis en route des programmes visant à sécuriser et à réduire leurs stocks de matériaux nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires, ce qui décroît d'autant le risque d'acquisition ou de fabrication d'une bombe par des terroristes.

- Des dizaines de pays ont adhéré au Traité de non-prolifération et œuvré de concert au renforcement et à l'élargissement de leurs mesures de restriction applicables à la quasi-totalité des pays.

Des revers de taille méritent cependant d'être signalés, notamment les essais nucléaires effectués par l'Inde et le Pakistan ainsi que l'élaboration de programmes par la Corée du Nord et l'Iran. En 2001, le gouvernement du président George W. Bush a adopté une stratégie qui a mis l'accent sur l'intervention militaire des États-Unis en vue d'éliminer les régimes étrangers jugés hostiles et susceptibles de se procurer des armes nucléaires. Cette doctrine a guidé et alimenté la justification de la guerre en Irak.

Elle a échoué. Au cours des années 2000, les menaces ont pris une ampleur considérable :

- On a assisté à la prolifération de groupes terroristes calqués sur Al-Qaïda alors que dans le même temps les programmes destinés à sécuriser les matières fissiles n'ont pas suivi le rythme, d'où un risque accru de terrorisme nucléaire.

- Les États-Unis ont cessé de négocier des réductions avec la Russie, et les deux pays ont rédigé des avant-projets de règles relatives à l'emploi d'armes nucléaires contre des cibles classiques, dont des repaires fortifiés souterrains.

- La Corée du Nord et l'Iran ont accéléré leurs programmes nucléaires et fait plus de progrès au cours des cinq dernières années qu'au cours des quinze précédentes.

- Le régime de non-prolifération s'est affaibli, à tel



Les présidents Obama et Medvedev concentrent leur attention sur les obligations des États-Unis et de la Russie.

© AP Images/RIA-Novosti

point que beaucoup redoutent son effondrement et la mise en route de programmes d'armes nucléaires dans de nombreux États.

David Sanger, journaliste du New York Times, évoquait récemment le caractère discrédité de la théorie du président Bush, notant qu'une fois manifeste l'absence d'armes de destruction massive en Irak sa théorie « avait tant perdu de sa crédibilité que M. Bush cessa de parler de ce qui constituait un danger suffisamment imminent ou grave pour justifier l'intervention des États-Unis sans partenaire ».

LA NOUVELLE POLITIQUE

Le gouvernement Obama suit une nouvelle approche stratégique, moins unilatérale que celle du gouvernement Bush et de plus grande envergure que celle du gouvernement Clinton.

Elle commence par la prise de conscience de l'interconnexion des menaces nucléaires. Par exemple, la non-application des règles contenues dans les traités de non-prolifération accroît la probabilité que d'autres États élaboreront des armes nucléaires. De ce fait, les terroristes disposent d'un nombre croissant de sites dans lesquels ils pourraient se procurer des armes nucléaires. L'inverse est tout aussi vrai : la forte diminution des arsenaux nucléaires mondiaux pourrait susciter la coopération internationale nécessaire à la sécurisation et à l'élimination de matières fissiles, ce qui fait que les terroristes seraient moins susceptibles de voler ou de construire une bombe.

La stratégie du gouvernement Obama reconnaît le

rôle central de la politique nucléaire des États-Unis dans la réduction des menaces. « Les États-Unis, en tant que seule puissance nucléaire à avoir jamais utilisé une arme nucléaire, ont la responsabilité morale d'agir », a dit le président dans son discours de Prague. « Nous ne pouvons pas mener à bien cette entreprise à nous seuls, mais nous pouvons en être le fer de lance. »

Le président Obama s'est joint à son homologue russe, M. Dmitri Medvedev, pour négocier de nouvelles réductions des stocks d'armes de leurs deux pays. Alors que les communiqués américano-russes conjoints avaient naguère tendance à se concentrer sur la menace que font planer les armes des autres pays, MM. Obama et Medvedev ont privilégié au contraire leurs propres armes et leurs propres obligations dans leur déclaration du 1^{er} avril 2009 :

« Nous avons engagé nos deux pays à parvenir à un monde sans armes nucléaires tout en reconnaissant que cet objectif à long terme exigera un regain d'effort pour la maîtrise des armements et les mesures de règlement des conflits, et leur application intégrale par tous les pays concernés. »

Le plan qui se dessine peut se résumer par la formule « réduire, sécuriser et prévenir ». Les travaux progresseraient simultanément sur ces trois fronts :

- Réduire le nombre d'armes nucléaires à travers le monde ainsi que leur rôle dans les stratégies en matière de sécurité nationale - en commençant par les États-Unis et la Russie, mais en intégrant, à terme, tous les États dotés de l'arme nucléaire.
- Sécuriser tous les stocks de matériaux nécessaires à la fabrication des armes nucléaires, ce qui a pour double conséquence de prévenir le terrorisme et de renforcer la coopération internationale.
- Prévenir l'apparition de nouveaux États dotés de l'arme nucléaire en associant de dures sanctions contre les États qui enfreignent leurs obligations contractuelles à l'engagement réaliste de mettre à leur portée un avenir non nucléaire plus sûr.

Relier entre elles toutes ces mesures concrètes, telle est la vision d'un monde sans armes nucléaires. Naguère assimilée à une utopie, l'élimination des armes nucléaires est aujourd'hui le cheval de bataille d'une alliance bipartite composée d'un grand nombre d'experts en matière de sécurité nationale. Depuis la publication, en janvier 2007, de leur article d'opinion paru au Wall Street Journal, MM. George Shultz et Henry Kissinger, tous deux républicains (et anciens secrétaires d'État) et William Perry (ancien ministre de la défense) et Sam Nunn (ancien sénateur), tous deux démocrates, ont milité

pour l'abolition des armes nucléaires et pour l'adoption de mesures pratiques en ce sens, notamment celles contenues dans le plan Obama.

Les deux tiers des anciens conseillers pour la sécurité nationale, des secrétaires d'État et des ministres de la défense qui sont encore en vie, dont MM. James Baker, Colin Powell, Melvin Laird, Frank Carlucci et Warren Christopher et Mme Albright, se sont ralliés à leur point de vue. Des dizaines d'organisations et d'instituts de recherche se font maintenant le chantre de cette vision et de ces mesures. Le plan Obama reflète donc un vaste consensus forgé par des experts américains en matière de sécurité et d'anciens hauts fonctionnaires.

DES NUAGES À L'HORIZON

Aussi logique soit-elle en théorie, la stratégie du président Obama doit surmonter des obstacles politiques et pratiques considérables.

Le plus visible est l'opposition des partisans des armes nucléaires. Les éditoriaux publiés dans certaines publications conservatrices dénoncent l'approche suivie par son gouvernement, qui pécherait selon elles par sa faiblesse et sa naïveté. C'est un argument dont certains commentateurs et groupes de réflexion conservateurs se font l'écho lorsqu'ils se rallient aux postulats de la guerre froide sur la valeur dissuasive d'un large arsenal nucléaire, qu'ils expriment leur méfiance à l'égard des régimes de vérification ou qu'ils rejettent purement et simplement la notion de contrôle des armements à titre de stratégie en matière de sécurité internationale.

Mais les « durs » sont peu nombreux ; ce sont eux qui « s'accrochent » aux armes nucléaires et aux politiques discréditées du siècle dernier, pour reprendre les propos de la secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton.

Mais il est un obstacle peut-être plus critique encore, à savoir la concurrence des autres crises pressantes qui accaparent le temps et l'énergie du président. Rarement dans l'histoire des États-Unis a-t-on vu un nouveau président hériter d'une si vaste panoplie de problèmes, au nombre desquels figurent deux guerres, une récession mondiale, une crise en matière de soins de santé, une crise énergétique, un système politique profondément fracturé et l'impopularité mondiale de certaines politiques récentes des États-Unis. Toute importante et prioritaire que soit la politique nucléaire pour le président Obama, d'autres dossiers exigent également son attention soutenue.

Le président a cerné un autre obstacle, en l'occurrence le cynisme qui imprègne tout l'éventail politique. « Un tel fatalisme, argue-t-il, est notre

adversaire mortel. » Ce fatalisme s'observe dans le sentiment de ceux qui croient qu'il serait impossible de vérifier la sécurité dans un monde où les armes nucléaires seraient moins nombreuses, voire inexistantes. Ou chez ceux qui affirment que le désarmement nucléaire est désirable, mais non réalisable, et qu'il est peine perdue de se mettre martel en tête. Ou chez ceux qui estiment cet objectif désirable et réalisable, mais pas par le présent gouvernement.

Le président Obama a répondu à tous ces détracteurs lorsqu'il a déclaré, à Prague : « D'aucuns, en entendant parler d'un monde sans armes nucléaires, doutent qu'il vaille la peine de se fixer un objectif dont la réalisation semble impossible... Nous savons où mène cette voie... Lorsqu'on s'abstient de la rechercher, la paix reste à tout jamais hors de notre portée. »

Le succès du président Obama pourra se mesurer à l'aune de la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés pour son gouvernement :

- l'approbation par le Sénat d'un nouveau traité de réduction des armes nucléaires avec la Russie ;

- l'adoption d'une nouvelle position qui réduit le rôle des armes nucléaires et ouvre la porte à la négociation de réductions supplémentaires ;

- la conclusion, lors de la réunion au sommet sur la sécurité nucléaire qui aura lieu en avril à la demande du président, d'un accord sur un plan conjoint visant à sécuriser tous les matériaux nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires, et ce dans un délai de quatre ans ;

- la tenue, en mai, d'une conférence de réexamen du Traité de non-prolifération qui aura pour but d'unir les pays autour de l'objectif de l'application effective des règles du traité ;

- l'approbation par le sénat du traité d'interdiction des essais nucléaires adopté en 1996.

Ces gestes signaleraient la transformation véritable de la politique nucléaire des États-Unis, conformément à la promesse faite à Prague. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Savoir parier

Entretien avec M. Brent Scowcroft



© AP Images/ISNA, Mehdi Ghasemi

Des techniciens s'affairent dans la centrale nucléaire de Bushehr, en Iran, pays qui continue d'enrichir de l'uranium susceptible de servir à la fabrication de bombes.

M. Brent Scowcroft a été conseiller en matière de sécurité nationale de 1974 à 1977 dans le gouvernement du président Gerald Ford et de 1989 à 1993 dans celui du président George H.W. Bush. Il a occupé divers postes dans le gouvernement d'autres présidents républicains, de Richard Nixon à George W. Bush. M. Scowcroft entrevoit des dangers potentiels dans toute tentative visant à éliminer les armes nucléaires dans leur totalité. Une meilleure stratégie, selon lui, consisterait à essayer de façonner les arsenaux nucléaires de manière à décourager leur utilisation, où qu'ils se trouvent au monde. Aujourd'hui président de la société de consultance Scowcroft Group implantée à Washington, M. Scowcroft a répondu aux questions du chef de rédaction de la revue eJournal USA, Bruce Odessey.

Question : Pourquoi les Américains et les Soviétiques ont-ils constitué de si considérables arsenaux d'armes nucléaires ?

M. Scowcroft : En gros, l'idée motrice, autrement dit l'intérêt des armes nucléaires, c'était de corriger un déséquilibre en matière de forces classiques vis-à-vis de l'Union soviétique. Nous avions l'espoir de compenser ce déficit au moyen de l'énorme potentiel des armes nucléaires.

Et quand les Soviétiques se sont mis à élaborer des armes nucléaires pour faire contrepoids à cet avantage, je crois que nous nous sommes sentis obligés de continuer sur notre lancée, d'un point de vue quantitatif et qualitatif, pour garder un temps d'avance sur eux, et ainsi est née une concurrence vigoureuse.

Nous avons ensuite formulé divers mécanismes pour faire face à cette concurrence, dont le concept de la destruction mutuelle assurée, mécanismes qui faisaient ressortir la nature terrifiante des armes nucléaires et l'idée

qu'on n'aurait plus besoin d'armes supplémentaires une fois qu'on aurait détruit l'adversaire en tant que société viable.

Tous ces éléments se sont fondus dans ce qu'on a fini par appeler la course aux armes nucléaires sur toile de fond de guerre froide.

Q: Le président Obama a remis à la page l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. De l'avis de certains, aux États-Unis, il s'agit d'une idée malavisée. Et vous, qu'en pensez-vous ?

M. Scowcroft: Ce concept me semble comporter plusieurs failles graves. Pour commencer, la réalisation de cet objectif me paraît improbable. Le simple fait d'essayer de l'atteindre pourrait même, à mon avis, nous compliquer la tâche de rehausser la stabilité du monde nucléaire, ce à quoi nous pourrions œuvrer en entreprenant des actions plus réalistes, et d'atteindre un but que je crois possible et même peut-être plus désirable, à savoir faire en sorte que l'arme nucléaire ne soit jamais utilisée.

En outre, même si je ne pense pas que l'on puisse jamais parvenir à éliminer complètement ces armes, si toutefois l'on y parvenait et que rien d'autre au monde ne changeait, le monde pourrait alors être très périlleux et instable. On ne peut pas effacer de la mémoire les connaissances acquises en matière de construction d'armes nucléaires et, dans l'hypothèse de « l'option zéro », la présence de ne serait-ce que quelques armes pourrait faire une différence considérable. À mon avis, le monde serait alors extrêmement instable.

Il me paraît préférable de se concentrer plutôt sur la nécessité de modifier le caractère des arsenaux nucléaires de manière à rendre particulièrement improbable le recours aux armes nucléaires en cas de crise. En temps de crise, l'une des craintes est que le premier attaquant arrive à détruire suffisamment d'armes de son adversaire pour survivre à une frappe de représailles. Le caractère des arsenaux de chaque camp peut être construit de manière à rendre ce scénario improbable ou impossible.

Q: Pourriez-vous préciser votre pensée ?

M. Scowcroft: Prenons un exemple. Admettons que notre arsenal nucléaire se compose de dix sous-marins, munis chacun de deux cents armes. Si huit de ces sous-marins étaient interceptés au port et qu'ils pouvaient être détruits à l'aide de quelques armes seulement, le

scénario pourrait être séduisant. Par contre, si chaque camp disposait, par exemple, d'un millier d'ICBM (missiles balistiques intercontinentaux) à ogive unique, il en faudrait davantage pour détruire le tout. Celui qui passerait le premier à l'attaque serait donc en plus mauvaise passe que s'il n'avait pas attaqué.

C'est le genre de calcul que nous devrions faire, à mon avis, dans nos discussions avec l'Union soviétique [sic] – pour structurer une force nucléaire mutuelle telle que l'utilisation de ces armes sera à jamais improbable.

Q: Indépendamment des États-Unis et de la Russie, d'autres pays sont dotés de l'arme nucléaire. Comment votre stratégie pourrait-elle s'appliquer à ces pays ?

M. Scowcroft: Je commencerais par régler le cas des arsenaux nucléaires américains et russes avant de me pencher sur celui des puissances nucléaires moindres. J'ose espérer que de robustes protocoles seraient conclus en liaison avec les réductions opérées par les grandes puissances, ce qui bloquerait l'acquisition d'armes nucléaires par de nouveaux pays.

Q: Il existe déjà des protocoles qui visent à décourager la prolifération des armes nucléaires, mais ...

M. Scowcroft: En ce qui me concerne, tout cela revient à faire un pari en tenant compte des pourcentages. Que notre objectif soit l'option zéro ou la présence d'armes nucléaires qui ne seront jamais utilisées, le résultat est le même : que les armes nucléaires ne soient pas utilisées. Il me semble que les mesures visant à empêcher leur utilisation sont plus faciles à gérer que l'option zéro.

Q: Quelle que soit la stratégie retenue, la vôtre ou celle du gouvernement Obama visant à affranchir le monde des armes nucléaires, un grand nombre de pays devront faire preuve de volonté politique. Où cette volonté politique se manifeste-t-elle ?

M. Scowcroft: Diverses raisons poussent les pays à acquérir des armes nucléaires : moyen de dissuasion, question de prestige, désir peut-être de menacer ou de contraindre. Et il faut associer la réduction de ces armes ou leur tentative d'élimination à l'éradication des raisons qui font que les pays ont envie d'en posséder.

Ce n'est pas par hasard que dans le Traité de non-prolifération le plaidoyer en faveur de l'option zéro s'accompagne de l'exhortation au désarmement complet

et universel. Certes, si l'on parvenait au désarmement complet et universel, ipso facto le nombre d'armes nucléaires serait égal à zéro.

Ce qui m'inquiète quand on fait de l'option zéro un objectif de la politique, c'est qu'on risque peut-être de laisser passer certaines occasions de prendre des mesures intérimaires susceptibles de réduire la possibilité d'une guerre nucléaire. Parce que si l'objectif est l'option zéro, on aura tendance à essayer de l'atteindre directement et le plus rapidement

possible. Et si on se contente simplement de réduire le nombre des armes nucléaires, on pourrait finir par faire du monde un lieu très instable, dans lequel l'incitation à passer le premier à l'attaque serait très forte.

Ce sont des considérations de ce genre qui m'amènent à aborder le problème dans un souci de prudence.

Q: Comment pourrait-on vérifier toute réduction ou toute élimination des armes nucléaires?

M. Scowcroft: La procédure serait forcément très intrusive, en particulier au départ. Cela ne fait aucun doute. Mais si elle est intrusive à la marge, elle aura de meilleures chances d'être acceptée par les grandes puissances que si elle est tellement intrusive que les pays gagneraient un avantage critique à recourir aux supercheries. La tâche ne serait pas aisée, c'est certain. Mais nous avons maintenant des règles concernant la comptabilisation des armes. Et nous disposons de moyens qui, sans être parfaits, nous permettent de vérifier que chaque partie tient ses engagements. Nous pouvons apporter des améliorations dans ce domaine, et c'est ce que nous devons faire.



Des soldats et des particuliers réunis à Pyongyang fêtent la conduite d'un essai nucléaire par la Corée du Nord.

© AP Images/Kyodo, File

Q: N'est-il pas plus facile de faire respecter l'option zéro que celle de la présence d'un petit nombre d'armes nucléaires?

M. Scowcroft: Pas nécessairement. Mais de toutes façons, on n'arrivera pas à imposer l'option zéro du jour au lendemain. Dès lors, même si on s'avance dans cette voie, on doit vérifier que les mesures de réduction ont été effectivement appliquées. Et quand bien même on atteindrait l'objectif de l'option zéro, comment s'y prendre pour s'assurer qu'il est respecté? C'est peut-être plus facile que de veiller à ce que le nombre d'armes demeure limité, mais pas nécessairement. La question de la vérification pose problème, indépendamment de la voie dans laquelle on s'engage.

Q: Nous avons parlé des armes nucléaires dans le contexte des États. Quel est le moyen le plus sûr d'éviter qu'elles ne tombent entre les mains de terroristes?

M. Scowcroft: Il faut empêcher les terroristes de mettre la main dessus, et ce bien avant qu'on n'arrive à l'option zéro. C'est un problème immédiat, un problème au sujet duquel il est dans l'intérêt de la vaste majorité des pays de coopérer. Pas dans l'intérêt de tous, assurément. Mais de la plupart. Il existe donc un intérêt commun à prévenir la prolifération des armes nucléaires.

Q: Avez-vous bon espoir que le monde peut éviter une guerre nucléaire?

M. Scowcroft: À l'heure actuelle, oui. Je pense que l'éventualité d'une attaque nucléaire de grande envergure s'est considérablement estompée. Mais c'est moins à cause des armes nucléaires elles-mêmes qu'en raison de l'évolution des relations entre les puissances qui sont dotées de l'arme nucléaire. Il me semble que le simple fait de ne pas utiliser ces armes crée des obstacles à leur utilisation ultérieure éventuelle, et c'est un cycle qui se

répète en boucle. Nous pouvons adopter de nombreuses mesures pour faire changer d'avis aux pays, tels l'Iran, la Corée du Nord et d'autres encore, qui sont persuadés qu'il leur faut des armes nucléaires pour se sentir en sécurité.

Je crois que nous avons fait des progrès dans ce domaine. Il y a vingt ans, le nombre de pays qui aspiraient à devenir une puissance nucléaire était plus élevé qu'aujourd'hui. Nous ne sommes pas entièrement hors de danger et, si nous échouons en Iran, nous aurons un problème énorme sur les bras. Parce que si l'Iran a

« *Nuclear Tipping Point* » : documentaire sur le point de bascule nucléaire



© AP Images/(Gerald Herbert)

À la Maison-Blanche en mai 2009, (à partir de la gauche) MM. Kissinger, Shultz, Nunn et Perry font la promotion de leur campagne en faveur de l'abolition des armes nucléaires.

De nombreux anciens responsables de la sécurité nationale des États-Unis, certains républicains et d'autres démocrates, prônent aujourd'hui l'élimination des armes nucléaires. Les principaux regroupent MM. Henry Kissinger et George Shultz, tous deux anciens secrétaires d'État sous des présidents républicains; William Perry, ancien ministre de la défense sous un président démocrate; et Sam Nunn, ancien sénateur démocrate président de la commission sénatoriale des forces armées. Ces quatre hommes ont collaboré à la rédaction de deux articles d'opinion importants qui ont été publiés dans le *Wall Street Journal*, l'un le 4 janvier 2007 sous le titre « A World Free of Nuclear Weapons » et, l'autre, le 15 janvier 2008 sous le titre « Toward a Nuclear-Free World ». [http://www.online.wsj.com/public/article_print/SB120036422673589947.html] En outre, ils sont interviewés dans un documentaire qui vient de sortir et qui s'intitule *Nuclear Tipping Point*. Le lecteur peut consulter le site qui lui est consacré sur Internet à l'adresse <http://nucleartippingpoint.org/home.html>; il y trouvera des données de base et la possibilité de commander une copie gratuite de ce documentaire en format DVD.

gain de cause quand il revendique le droit d'enrichir de l'uranium, on pourrait bien voir des pays décider les uns après les autres qu'ils doivent eux aussi avoir des armes nucléaires sous la main, même s'ils n'en ont pas nécessairement envie, afin de pouvoir faire face à l'Iran, ou à l'Égypte, à l'Arabie saoudite, à la Turquie ou à des pays dans d'autres régions. Le monde serait alors beaucoup plus compliqué.

Q: Comment peut-on persuader l'Iran et la Corée du Nord qu'ils n'ont pas besoin d'armes nucléaires ?

M. Scowcroft: Je crois que l'Iran est un cas plus dangereux du fait de son emplacement géographique. Nous devons convaincre les Iraniens qu'en continuant à enrichir de l'uranium sur leur territoire, qu'ils aient l'intention ou non de se doter d'une capacité en matière d'armes nucléaires, ils vont affaiblir leur sécurité, et non l'accroître. C'est parce que d'autres pays dans cette région leur emboîteraient probablement le pas, et cette partie du monde deviendrait alors plus menaçante.

En outre, nous devrions faire savoir, peut-être en liaison avec la Russie, que nous sommes prêts à élaborer un système dans le cadre duquel l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique] garantirait un certain niveau d'approvisionnement en uranium enrichi pour alimenter les réacteurs de puissance, en l'absence du droit à un veto national, tant que l'Iran se conformerait aux règles de l'AIEA. Cet uranium enrichi pourrait être fourni à un prix inférieur au coût de l'enrichissement réalisé en Iran. Et l'AIEA récupérerait le combustible épuisé.

Nous n'en sommes pas encore là. Les États-Unis et les Russes ont fait une partie du chemin dans cette voie. Mais cet argument pourrait avoir un poids considérable auprès des pays qui ne seraient pas déterminés, pour d'autres raisons, à se doter d'une capacité d'enrichissement.

C'est le genre de mesures que je viserais. Dans le cas de la Corée du Nord, je déclarerais que nous sommes prêts, si elle accepte de renoncer aux armes nucléaires, à normaliser nos relations et à lui fournir, en association avec la Chine et d'autres puissances, un cadre de sécurité au sein duquel elle pourra se sentir non menacée par les États-Unis. Cela ne veut pas dire que la partie sera gagnée. Mais cela vaut le coup d'essayer. ■

Les opinions exprimées dans cet entretien ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

La contribution de la non-prolifération nucléaire

George Perkovich et Deepti Choubey

Plus que jamais, la prévention de la prolifération des armes nucléaires exige la coopération entre les États-Unis, la Russie, la Chine et les puissances émergentes. Pour assurer cette coopération, il est indispensable d'élaborer des mesures destinées à maintenir le compromis entre le désarmement et la non-prolifération. George Perkovich est vice-président des études et directeur du programme sur la politique nucléaire à la fondation Carnegie pour la paix internationale, et Deepti Choubey est la sous-directrice de ce programme.

La grande capacité de destruction de la première bombe atomique a persuadé de nombreux dirigeants de la nécessité de limiter cette capacité. C'est de là qu'est issu l'objectif de la non-prolifération des armes nucléaires et de l'élaboration d'un régime de non-prolifération : un ensemble de normes, de règles, d'institutions et de pratiques destinées à prévenir la dissémination aussi bien des armes nucléaires que des matières et du savoir-faire nécessaires à leur obtention.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) conclu en 1968 établit un tel régime, mais les problèmes actuels menacent de porter atteinte à sa stabilité et à son efficacité. Seules des mesures visant à renforcer les liens entre un désarmement vérifiable par les puissances nucléaires actuelles et la non-prolifération par les États qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires peuvent accroître la coopération et la sécurité de tous les pays.

Les États-Unis n'ont pas pu à eux seuls arrêter la dissémination des armes nucléaires. Dès que l'Union soviétique a mis au point une bombe atomique en 1949 et que d'autres pays se sont apprêtés à la suivre sur cette voie, la non-prolifération n'est devenue faisable qu'au moyen de la coopération. Ce ne fut pas simple. Non seulement des adversaires géopolitiques avaient à s'entendre, mais aussi les États qui possédaient des armes nucléaires avaient besoin de trouver un terrain d'entente avec la vaste majorité d'États qui n'en avaient pas.

On ne pouvait pas forcer le premier groupe à renoncer à ses armes tout comme on ne pouvait pas obliger le second groupe à renoncer au droit de s'en doter. Seul un ensemble de règles adoptées par tous pouvait le faire. Ces règles devaient satisfaire les intérêts fondamentaux des États non dotés d'armes nucléaires tout en tolérant, du moins temporairement,



L'Égypte, dont le centre de recherche nucléaire est situé à Inshas, refuse de donner à l'AIEA le droit d'effectuer des inspections plus efficaces.

© AP Images/Mohamad al-Senety

la possession d'armes nucléaires par les États qui en avaient déjà.

Après une série de faux départs, les États-Unis et l'Union soviétique se sont joints aux négociations multilatérales qui ont abouti à l'élaboration du projet de ce qui est devenu le TNP. Les deux superpuissances avaient le même intérêt à empêcher d'autres pays de se doter d'armes nucléaires. Chacune d'elles servait aussi de protecteur à de nombreux États ne possédant pas de telles armes. Ces États pouvaient s'abstenir de se doter de leurs propres armes nucléaires s'ils étaient certains que «leur» superpuissance les protégerait contre toute menace provenant de l'autre superpuissance.

LE COMPROMIS DU TNP

Le TNP est entré en vigueur le 5 mars 1970. Il repose sur un ensemble de compromis. Les États dotés d'armes nucléaires conviennent d'œuvrer de bonne foi en faveur du désarmement nucléaire, de ne transférer aucune arme nucléaire ni les connaissances nécessaires pour les produire à des États ne possédant pas de telles armes et de reconnaître le « droit inaliénable » de ces derniers États à avoir accès à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. En échange, les États non dotés d'armes nucléaires s'engagent à ne pas se procurer de telles armes.

En vertu du TNP, le désarmement et la non-prolifération doivent se renforcer mutuellement. Au fur et à mesure que des États adhèrent au TNP, chaque pays doit devenir plus confiant dans le fait que son voisin ou adversaire ne met pas au point des armes nucléaires et plus certain qu'il a pris une bonne décision en ne participant pas à la prolifération. De leur côté, les puissances nucléaires doivent pouvoir se sentir en mesure de réduire progressivement leur arsenal en vue de parvenir à un désarmement nucléaire intégral.

Ce régime de non-prolifération a donné des résultats remarquables, même s'il n'est pas parfait. Le TNP est l'un des traités les plus universels qui soient. Tous les États à l'exception de l'Inde, d'Israël et du Pakistan y ont adhéré. La Corée du Nord y a adhéré puis l'a dénoncé et a fait exploser un engin nucléaire à titre d'essai; elle est devenue ainsi le seul État à mettre au point des armes nucléaires contrairement à son obligation de ne pas le faire en vertu du TNP.

De nombreux États ont renoncé à leurs agissements clandestins visant à se procurer des armes nucléaires. L'Irak mettait en œuvre un tel programme à l'époque de la guerre du Golfe en 1990-1991. Craignant l'isolement et la coercition exercée par des pays étrangers, la Libye a mis fin à son programme en 2003 et recherché la coopération internationale à la place. Taïwan et la Corée du Sud ont cessé leurs travaux portant sur les armes nucléaires sous la pression secrète des États-Unis et après avoir obtenu de ce dernier pays la confirmation qu'il garantirait leur sécurité. La Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine sont convenus d'adhérer au TNP au début des années 1990 alors que les États-Unis et la Russie réduisaient leurs arsenaux nucléaires et qu'ils facilitaient



Un ministre brésilien montre sur une carte les mines d'uranium de son pays, qui est l'un des États les plus susceptibles de résister à une réglementation plus stricte en matière de non-prolifération.

ainsi un climat propice au désarmement nucléaire.

L'Argentine et le Brésil ont mis fin à leur programme peu avancé de mise au point d'armes nucléaires, et l'Afrique du Sud a renoncé à un stock secret d'armes nucléaires, en grande partie pour des raisons d'ordre national, mais il ne fait aucun doute que les réductions des stocks d'armes nucléaires après la guerre froide ont créé des normes qui ont poussé ce pays dans cette direction.

Depuis 2001, le régime de non-prolifération a subi une adaptation destinée à tenir compte de la menace du terrorisme nucléaire qui était inimaginable jusque-là. Parmi les mesures adoptées pour empêcher que les terroristes aient accès aux combustibles et aux techniques nucléaires figurent :

- la coopération bilatérale entre les États-Unis et la Russie,
- les engagements multilatéraux du groupe des Huit grands pays industriels,
- la convention sur le terrorisme nucléaire,
- l'Initiative de sécurité contre la prolifération,
- l'Initiative mondiale visant à combattre le terrorisme nucléaire,
- la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant que tous les membres de cette institution prennent et mettent en œuvre des mesures contre la prolifération des armes de destruction massive, leurs vecteurs et les matières connexes.

LES RISQUES N'ONT PAS DISPARU

Malgré ces succès, il reste des risques réels. L'un d'eux a trait à la possibilité de l'affaiblissement des liens entre le désarmement et la non-prolifération. Si l'Iran ne tient pas compte de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU lui interdisant de se doter des moyens nécessaires à la mise au point d'armes nucléaires et si la Corée du Nord maintient son programme d'armement nucléaire, la probabilité que les pays voisins de ces États se dotent aussi d'armes nucléaires sera plus forte au fur et à mesure que la confiance dans le régime de non-prolifération diminuera.

Dans les pays dotés d'armes nucléaires, dont les États-Unis, d'aucuns doutent que la réduction des arsenaux nucléaires et les mesures telles que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires découragent des pays qui enfreignent le droit international, tels que l'Iran, de se procurer des armes nucléaires. Ils soutiennent en outre que ces mesures ne persuaderont pas de grands pays non dotés d'armes nucléaires, tels que le Brésil et l'Afrique du Sud, de coopérer pour faire appliquer les règles de non-prolifération.

L'histoire laisse penser que ce point de vue est trop cynique. Il existe des moyens de renforcer la confiance. Si tous les États convenaient d'accepter ce qu'on appelle le Protocole additionnel au TNP, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) aurait les moyens d'effectuer des inspections plus efficaces de manière à s'assurer que des matières et des installations nucléaires ne servent pas à des fins militaires. Ce serait particulièrement important en Iran. Par l'intermédiaire de l'AIEA, les États pourraient aussi négocier de nouvelles règles en vue de prévenir la dissémination des capacités d'enrichissement de l'uranium et du retraitement du plutonium qui accroissent les risques de prolifération. À l'heure actuelle, de grands pays non dotés d'armes nucléaires, tels que l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Égypte, bloquent les efforts visant à faire du Protocole additionnel un document universel, en partie parce qu'ils estiment que les puissances nucléaires ne font pas assez pour rendre l'ordre nucléaire plus équitable.

Les succès antérieurs montrent comment il est possible de faire face à de tels problèmes. Ces succès sont dus à la coopération entre les grandes puissances. Si les grandes puissances actuelles ne sont pas d'accord sur la manière de tenir compte de l'évolution des technologies et des nouvelles menaces, la probabilité que la prolifération s'accroisse deviendra plus forte.

La crise iranienne montre de façon frappante que la coopération entre les États-Unis, la Russie et la Chine est nécessaire pour mobiliser l'autorité légitime du Conseil

de sécurité de l'ONU en matière d'application du droit international. Les Russes et les Chinois sont moins disposés que les Américains à prendre des sanctions et à adopter d'autres tactiques coercitives contre les États qui ne s'acquittent pas de leurs obligations. Parmi leurs raisons figure le sentiment que les États-Unis cherchent à user de leur supériorité militaire sur eux. En tenant compte de ces préoccupations, le processus de réduction des armements nucléaires et le dialogue stratégique entre les États-Unis et la Russie peuvent accroître la coopération et former un consensus en faveur d'une position plus forte contre les pays que l'on soupçonne de prolifération. Les États-Unis et la Chine entament actuellement un processus semblable qui est susceptible d'aboutir à la coopération en vue de prévenir la compétition nucléaire et l'instabilité en Asie.

De même, la coopération entre les États-Unis, la Russie et la Chine seront nécessaires pour faire entrer en vigueur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et pour négocier un accord sur l'interdiction de la production de matière fissile destinée aux armes nucléaires.

LE DÉSARMEMENT ET LA NON-PROLIFÉRATION

Les liens entre le désarmement et la non-prolifération demeurent cruciaux. Si les États dotés d'armes nucléaires ne réduisent pas leurs arsenaux, les grands États qui ne possèdent pas de telles armes seront plus susceptibles de résister à l'application de règles plus strictes en matière de non-prolifération. Si ces armes demeurent l'outil d'une grande puissance, des puissances émergentes telles que le Brésil, l'Égypte, l'Afrique du Sud et l'Iran risquent de s'opposer à de nouvelles règles entravant leur acquisition. Même si on peut débattre les avantages de la prolifération nucléaire en matière de sécurité (une puissance nucléaire est-elle plus en sécurité si ses voisins s'estiment menacés et qu'eux-mêmes se dotent d'un arsenal nucléaire?), les considérations en matière de justice telle qu'elle est perçue et de fierté nationale peuvent se révéler plus convaincantes.

Les réductions multilatérales des arsenaux nucléaires peuvent exiger tout d'abord la cessation tant des essais nucléaires que toute la production de matière fissile destinée aux armes nucléaires. Des traités visant à réaliser ces objectifs peuvent être le moyen le plus faisable d'amener l'Inde, le Pakistan et Israël dans le processus de désarmement et, par voie de conséquence, à se rapprocher du régime de non-prolifération.

Les tensions au sujet des compromis entre la non-

prolifération, le désarmement et un troisième facteur – le commerce de l'énergie nucléaire – empêchent de progresser en ce qui concerne les mesures particulières susceptibles de faciliter la réalisation de chaque objectif, ce qui rend le monde moins sûr et moins prospère qu'il ne serait autrement. Il n'est plus possible qu'une ou deux superpuissances imposent des règles. Le nombre d'États qui doivent maintenant coopérer, un nombre qui seulement commence avec les États-Unis, la Russie et la Chine, signifie qu'un résultat satisfaisant ne peut pas se fonder sur un système de deux poids deux mesures. Tant qu'un petit nombre d'États auront des avantages dont ils priveront d'autres pays, ces derniers résisteront.

Le président Obama a reconnu l'existence de ce problème et conclu que la façon la plus efficace de dissuader le recours aux armes nucléaires était de mettre un terme à la prolifération et que le seul moyen durable de prévenir la prolifération était d'inciter tous les États à vivre sans armes nucléaires même s'il faudra longtemps pour réaliser ce but. Comme le président l'a déclaré lors du discours qu'il a prononcé à Prague en avril 2009 : « Certains soutiennent qu'on ne peut pas empêcher la dissémination de ces armes, qu'on ne peut pas la limiter, que nous sommes destinés à vivre dans un monde où un nombre croissant de pays et de gens possèdent l'outil suprême de la destruction. Un tel fatalisme constitue un adversaire mortel, car si nous croyons que la dissémination des armes nucléaires est inévitable, nous admettons alors d'une certaine façon que l'emploi d'armes nucléaires est aussi inévitable. »

Afin d'éviter cette possibilité, M. Obama a fait part de l'engagement des États-Unis à rechercher la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Fission et fusion



Exemples de la puissance d'armes nucléaires

Pouvoir destructeur équivalent à des tonnes de TNT

La bombe à fission « Little Boy » larguée au-dessus de Hiroshima en 1945	~ 15 000
La bombe américaine B53, mise hors de service en 1987	~ 9 000 000
La bombe à fusion « Castle Bravo », la plus puissante que les États-Unis aient jamais fait exploser lors d'essais, (1954)	~ 15 000 000
La bombe soviétique « Tsar Bomba », la plus puissante que l'on ait jamais fait exploser lors d'essais, (1961)	~ 50 000 000

Sources : Encyclopédie Britannica, Wikipédia

© AP Images

Deux grands procédés techniques, la fission et la fusion, permettent aux réactions en chaîne des armes nucléaires d'atteindre une ampleur massive.

Les bombes à fission, appelées souvent bombes atomiques, explosent lorsque des neutrons bombardent la matière fissile, des isotopes d'uranium ou de plutonium, causant l'éclatement des atomes en des éléments plus légers, ce qui dégage de vastes quantités d'énergie.

Il existe deux types de bombe à fission. Pour le premier, on utilise un combustible explosif afin de propulser une masse de matière fissile dans une autre ; la bombe larguée au-dessus d'Hiroshima pendant la Seconde Guerre mondiale était de ce type. Pour le second, on emploie un explosif chimique afin de comprimer le plutonium et de lui faire atteindre ainsi une densité suffisante pour créer une réaction en chaîne ; la bombe larguée au-dessus de Nagasaki était de ce type.

Les bombes à fission peuvent dégager une quantité d'énergie susceptible d'atteindre l'équivalent de 500 kilotonnes d'explosif TNT. La bombe qui a détruit

Hiroshima avait une puissance de quelque 15 kilotonnes de TNT.

La capacité de destruction des bombes à fusion, connues aussi sous le nom d'engins thermonucléaires et de bombes à hydrogène, est bien supérieure à celle des bombes à fission. Les États-Unis ont fait exploser pour la première fois une bombe H en 1952, l'Union soviétique en 1953. La bombe à fusion la plus puissante que l'on ait jamais fait exploser dans le cadre d'essais en 1961, la bombe soviétique surnommée « Tsar Bomba » (reine des bombes), a dégagé une énergie équivalente à quelque 50 mégatonnes de TNT.

En fait, les bombes à fusion allient fission et fusion. Dans une bombe typique à deux phases, la détonation de la matière fissile a lieu en premier : elle comprime et chauffe le combustible de fusion, tel que des isotopes de l'hydrogène, le tritium et le deutérium, pour qu'il atteigne des millions de degrés. Tout comme dans le Soleil, la réaction en chaîne lors de la seconde phase fusionne les atomes d'hydrogène en des atomes d'hélium qui sont plus lourds et dégage en même temps de vastes quantités d'énergie. ■

Au-delà des traités en vigueur

Rebecca Johnson

Outre l'adoption de mesures à prendre en matière de désarmement nucléaire, les participants à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui doit se tenir en mai 2010 devraient commencer à préparer l'élaboration d'un traité abolissant les armes nucléaires. Rebecca Johnson est directrice générale de l'Acronym Institute for Disarmament Diplomacy en Grande-Bretagne.

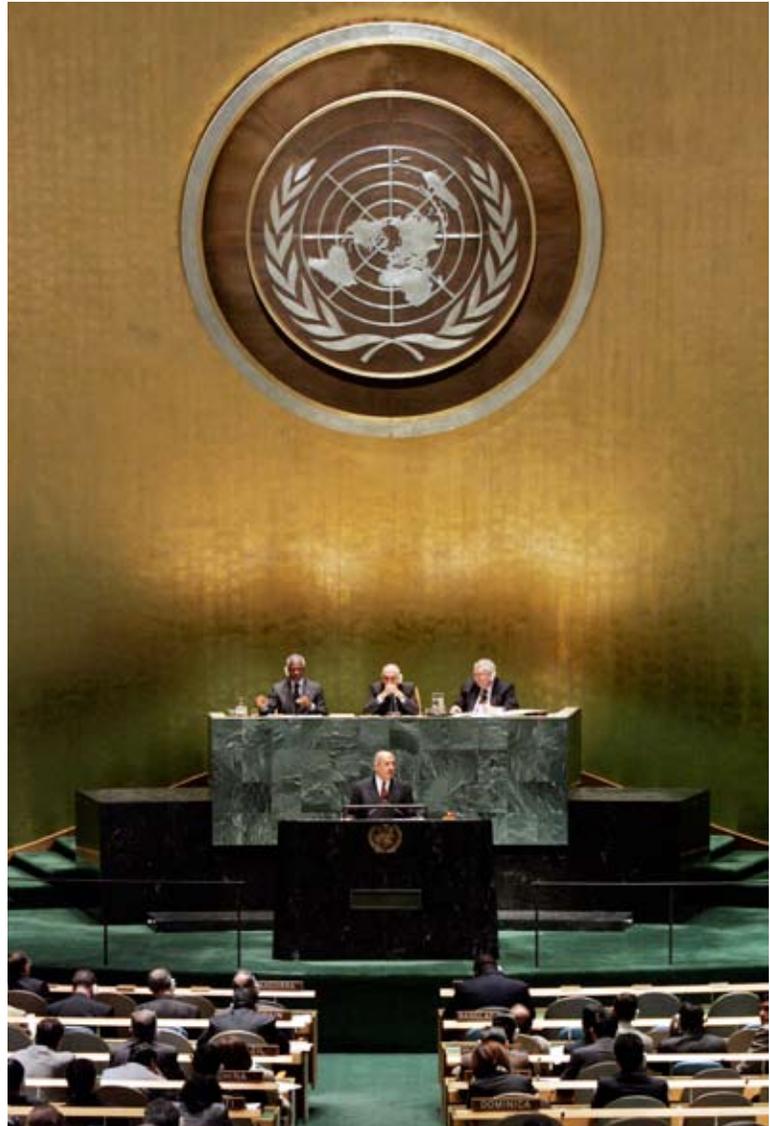
S'il convient de renforcer le régime actuel de non-prolifération des armes nucléaires, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui est en vigueur ne prévoit pas la bonne combinaison d'obligations et de droits pour créer un monde exempt d'armes nucléaires.

La réalisation de cet objectif exige un traité universel d'abolition des armes nucléaires. Comme l'adoption et la ratification d'un tel traité n'auront pas lieu de sitôt, les participants à la Conférence d'examen du TNP qui doit avoir lieu en mai 2010 à New York devraient fixer l'abolition des armes nucléaires comme objectif des efforts à entreprendre en matière de non-prolifération. Ils devraient aussi s'engager à titre transitoire à réduire le rôle des armes nucléaires dans les doctrines relatives à la sécurité et l'ampleur des arsenaux existants, tout en posant les fondements nécessaires à la dénucléarisation mondiale.

LES ÉTATS-UNIS PEUVENT JOUER UN RÔLE PRIMORDIAL

La plupart des pays ont réagi avec soulagement et enthousiasme lorsque le président Barack Obama a souligné avec conviction, lors du discours qu'il a prononcé à Prague en avril 2009, « la volonté des États-Unis de rechercher la paix et la sécurité d'un monde exempt d'armes nucléaires ».

Le président a clairement compris les difficultés auxquelles il se heurterait pour réaliser cet objectif. Il a parlé de la nécessité de réduire le rôle des armes nucléaires dans les stratégies relatives à la sécurité nationale, de



Les participants à la Conférence d'examen du TNP en 2005 n'ont pas réussi à adopter un accord quelconque.

prendre de nouvelles mesures concrètes en matière de désarmement et d'entreprendre des efforts mondiaux en vue de favoriser la sécurité nucléaire, notamment en renforçant l'application pratique des réglementations destinées à empêcher que des matières et des technologies dangereuses tombent entre les mains de personnes susceptibles de vouloir utiliser des armes nucléaires pour menacer ou attaquer d'autres personnes.

L'importance du discours de Prague repose sur deux grands thèmes : 1) l'affirmation que la non-prolifération

et le désarmement ne deviennent possibles que lorsque les armes nucléaires perdent (et sont considérées comme ayant perdu) leur valeur militaire, politique et sécuritaire ; 2) le rôle crucial de la société civile. « Nous sommes ici aujourd'hui, a-t-il dit, parce qu'assez de gens n'ont pas tenu compte de ceux qui leur disaient que le monde ne pouvait pas changer. Nous sommes ici aujourd'hui à cause du courage de ceux qui ont osé prendre des risques. »

Si M. Obama peut donner une suite à son discours en prenant des mesures pratiques visant à réduire aussi bien la valeur perçue des armes nucléaires que leurs quantités, les États-Unis pourraient amener d'autres grands États à mettre fin à l'impasse nucléaire

LES RÉSULTATS INÉGAUX DU TNP

Le TNP (adopté en 1968 et entré en vigueur en 1970) qui a été élargi et mis à jour lors des conférences d'examen de 1995 et 2000 est la pierre angulaire du régime de non-prolifération mis en place après la crise des missiles à Cuba en 1962. Il oblige les États qui n'ont pas d'armes nucléaires à renoncer à en avoir et exige que les États dotés d'armes nucléaires s'orientent vers le désarmement. Il autorise également le transfert de technologies nucléaires à des États désireux de mettre en œuvre des programmes d'énergie nucléaire à des fins médicales, énergétiques et autres qui ne sont pas militaires.

Du fait de sa ratification par 189 États, le TNP a une énorme influence sur le plan normatif, mais son origine qui remonte à la guerre froide l'a doté de faiblesses qui rendent difficiles le renforcement de sa structure et l'application de contraintes suffisantes pour empêcher que les États et les terroristes qui sont déterminés à obtenir des armes et des matières nucléaires réussissent à le faire.

Les conférences d'examen ont lieu tous les cinq ans, et leur bilan est vraiment très inégal. En 1990, la conférence a donné lieu à une impasse lorsque les États-Unis ont refusé de s'engager à négocier un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) bien que cet objectif soit inclus dans le TNP. Par la suite, la révélation de programmes clandestins d'armement nucléaire en Irak et en Corée du Nord a montré l'insuffisance des garanties et des autres mécanismes de conformité du TNP. De



Des habitants d'Hiroshima et de Nagasaki manifestent leur soutien à la non-prolifération nucléaire en 2005, lors de la Conférence d'examen du TNP à New York.

© AP Images/John Smock

ce fait, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a élaboré le Protocole additionnel pour renforcer ses pouvoirs d'inspection et pour accroître les garanties exigées des États non dotés d'armes nucléaires.

En 1995, les États-Unis ont joué un rôle primordial lors des négociations multilatérales visant à conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires à Genève. Conformément au texte original du TNP qui prévoit que ce traité a une durée de vingt-cinq ans, la conférence de 1995 a exigé que l'on prenne une décision sur la question de savoir s'il convenait de proroger cette durée et si oui pour combien de temps.

Les difficiles négociations diplomatiques qui ont duré plus de quatre semaines ont eu pour effet que les participants à la conférence d'examen de 1995 ont décidé de proroger le TNP pour une durée indéterminée après avoir renforcé les modalités d'examen du traité et adopté un certain nombre de principes et de résolutions élaborés en vue de « s'orienter avec détermination » vers la mise en œuvre intégrale et efficace des dispositions du traité. Parmi ces principes figurent l'adhésion universelle au traité en tant que priorité d'urgence et la création de zones dénucléarisées reconnues au plan international, en particulier dans des parties du monde sujettes à des tensions telles que le Moyen-Orient.

La section des principes et objectifs relative au désarmement comprend trois éléments fondamentaux : la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et d'un traité visant à limiter la production à des fins militaires de matières fissiles telles que le plutonium et l'uranium hautement enrichi, ainsi

que la « poursuite résolue (...) d'efforts systématiques et progressifs en vue de réduire les arsenaux d'armes nucléaires dans le monde en ayant pour objectif de les supprimer ». Les négociations portant sur le TICE ont abouti en 1996, mais celles relatives au traité sur l'interdiction de la production de matière fissile n'ont pu être entamées.

La conférence d'examen du TNP en 2000 a eu lieu dans des conditions encore plus difficiles. L'Inde puis le Pakistan avaient procédé à plusieurs explosions nucléaires en mai 1998, et en octobre 1999 le Sénat des États-Unis avait refusé de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Malgré ces obstacles, une coalition de 7 États non dotés d'armes nucléaires a négocié directement avec les 5 États déclarés comme ayant des armes nucléaires au sujet d'un plan d'action relatif au désarmement nucléaire qui a permis aux participants de la conférence d'examen de 2000 de parvenir à un consensus sur le document final le plus important qu'une telle conférence ait jamais adopté. Les participants ont renforcé les dispositions portant sur le désarmement nucléaire, sur les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique, sur l'adhésion universelle au TNP et sur la sécurité.

Toutefois, lors de la conférence d'examen suivante en mai 2005, les participants n'ont pas réussi à adopter un accord quelconque. Les États-Unis ont renié leurs engagements antérieurs en matière de désarmement et voulu faire porter l'attention uniquement sur la non-observation du traité par des pays tels que l'Iran et la Corée du Nord. Des États non dotés d'armes nucléaires ont critiqué les États possédant de telles armes pour ne pas avoir fait des progrès suffisants en matière de désarmement. Les États arabes voulaient que l'on fasse davantage de progrès en vue de la réalisation de leur objectif consistant à faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, alors que l'Iran refusait d'accepter toute critique de son programme nucléaire qui pourrait selon maintes personnes servir à la production future d'armes nucléaires. Les divergences se sont révélées trop grandes pour être aplanies.

LA SITUATION ACTUELLE

Pour que la conférence d'examen de 2010 puisse être couronnée de succès, les États parties au TNP doivent non seulement tenir compte de ce qui s'est passé lors des conférences précédentes, mais aussi reconsidérer les exigences actuelles pour parvenir à la sécurité, à la non-

prolifération et au désarmement nucléaires.

Un certain nombre de signes indiquent que la conférence de 2010 sera plus couronnée de succès que la conférence de 2005. Il est peu probable que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires constitue une pierre d'achoppement cette fois-ci. Plus de 150 des 180 États signataires l'ont maintenant ratifié. Si le nombre des ratifications est encore insuffisant pour l'entrée en vigueur du traité (il faut encore que 9 autres États le ratifient), tant les États-Unis que la Chine ont indiqué qu'ils avaient l'intention d'œuvrer en faveur de sa ratification et de faire en sorte que d'autres pays agissent à cet effet. Si le Sénat des États-Unis a refusé de ratifier le traité en 1999, le président Obama s'est engagé à faire tout son possible pour qu'il soit ratifié.

Une des commissions préparatoires de la conférence d'examen de 2010 a recommandé un certain nombre de mesures, dont :

- la participation universelle au TNP,
- le renforcement des garanties contre la prolifération, y compris l'accroissement des inspections des installations nucléaires,
 - la garantie du droit à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sous réserve que les programmes soient conformes aux obligations relatives à la non-prolifération,
 - l'engagement d'améliorer la sécurité des programmes nationaux et le transport des matières nucléaires,
 - l'encouragement de négociations portant sur la création de nouvelles zones dénucléarisées, tout particulièrement sur la non-prolifération et le désarmement au Moyen-Orient,
 - des mesures destinées à décourager tout pays de se retirer du traité (afin d'éviter que d'autres pays suivent l'exemple de la Corée du Nord),
 - l'importance de la participation de la société civile, en favorisant notamment l'information au sujet du désarmement et de la non-prolifération.

Le fait que les problèmes en matière de sécurité et de prolifération nucléaires au XXI^e siècle exigent d'aller au-delà du TNP est encore plus fondamental. Le discours du président Obama renforce l'idée de plus en plus courante qu'une sécurité véritable n'exige pas seulement la réduction et la gestion des armes nucléaires, mais aussi leur suppression. Les négociations de 2010 devraient viser à transformer le régime de non-prolifération qui date de la guerre froide en un régime d'abolition des armes nucléaires afin d'assurer la sécurité au XXI^e siècle et au-delà.

Les dirigeants désireux de garantir la paix et la

sécurité dans un monde dénucléarisé doivent poser les fondements nécessaires dès maintenant. Ils doivent diminuer l'utilité des armes nucléaires en définissant des conditions strictes dans les domaines juridique, technique, de la sécurité et de la vérification et en les appliquant. Ils doivent aussi créer les accords éthiques, les engagements politiques, les arrangements internationaux de coopération en matière de sécurité, les mesures pratiques de contrôle et les institutions de vérification nécessaires pour que les pays se sentent en sécurité sans être dotés d'armes nucléaires.

Une autre mesure consiste à condamner les armes nucléaires en déclarant qu'elles sont inhumaines et inutilisables par quiconque. Avant la conclusion des traités interdisant la production et la possession d'armes biologiques et chimiques (en 1972 et en 1993, respectivement), des États ont fait un premier pas important en déclarant que l'emploi de telles armes inhumaines serait considéré comme un crime contre l'humanité. Si l'on l'agissait de cette façon maintenant pour interdire les armes nucléaires, il serait possible de renforcer considérablement les efforts en matière de non-prolifération et de désarmement.

L'abolition des armes nucléaires fait l'objet de discussions à l'ONU depuis des décennies et est recommandée par un certain nombre d'États. En octobre 2008, le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, a exposé les grandes lignes d'un plan de désarmement et proposé de commencer à élaborer le cadre d'instruments distincts qui se renforcent mutuellement ou « d'une convention sur les armes nucléaires, appuyée par un bon mécanisme de vérification, comme on le propose depuis longtemps à l'ONU ».

En 2010, les préoccupations et les exhortations d'ordre général ne suffiront pas. Si c'est tout ce que les participants à la conférence pourront faire, alors l'encre des documents élaborés sera à peine sèche que des fissures commenceront à réapparaître dans le régime de non-prolifération et à s'élargir. Il vaut bien mieux que les États agissent avec audace pour garantir un avenir exempt de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne représentent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les succès et les échecs

Jeremi Suri



Bibliothèque du Congrès

La Conférence navale de Washington a débouché sur la signature de trois traités.

Le XX^e siècle a connu quelques succès et quelques échecs en matière de contrôle des armements. Jeremi Suri est titulaire de la chaire d'histoire E. Gordon Fox à l'université de Wisconsin-Madison.

LA CONFÉRENCE NAVALE DE WASHINGTON

La conférence navale de Washington, qui s'est tenue du 12 novembre 1921 au 6 février 1922, a produit les premiers accords internationaux de limitation des armements depuis le Congrès de Vienne en 1815. Elle a également marqué l'émergence des États-Unis comme acteur diplomatique majeur malgré leur rejet du Traité de Versailles à la fin de la Première Guerre mondiale.

Sous la présidence du secrétaire d'État américain Charles Evans Hughes, la conférence a débouché sur trois traités majeurs qui visaient à stabiliser l'équilibre mondial du pouvoir. De plus, ils incarnaient l'espoir populaire partout dans le monde du désarmement et de la coopération pacifique entre les nations.

Le Traité de limitation des armements maritimes des cinq puissances (Traité naval de Washington) signé le 6 février 1922 par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Italie, limitait les signataires à un rapport fixe de cuirassés et de croiseurs de bataille (les « navires principaux ») : pour 5 navires maintenus par les États-Unis et le Royaume-Uni, le Japon pouvait en maintenir 3 et la France et l'Italie 1,75. Les signataires convenaient également d'un moratoire sans précédent de 10 ans portant sur la construction de nouveaux navires principaux.

En pratique, pour chaque pays, cela revenait à réduire la taille de sa flotte de l'après-guerre. Les rapports de navires favorisaient les États-Unis et le Royaume-Uni mais le Japon a bénéficié de nombre d'avantages dans le nord de l'océan Pacifique, principale sphère de ses opérations navales. Dans le cadre du traité, les États-Unis s'engageaient à ne pas agrandir leurs installations navales dans les Philippines, à Guam et Wake Island et dans les Aléoutiennes, et les Britanniques faisaient de même pour Hongkong.

Un Traité des quatre puissances – signé par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la France le 13 décembre 1921 – accompagnait celui des cinq puissances. Il mettait fin à l'Alliance anglo-japonaise de 1902 et créait des sphères d'influence dans le Pacifique pour chacun des signataires. Toutes les parties s'engageaient à régler leurs différends par le biais d'un arbitrage, pas d'une guerre.

La conférence a pris fin avec un ambitieux

Traité des neuf puissances – signé par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la France, l'Italie, la Chine, la Belgique, les Pays-Bas et le Portugal – le 6 février 1922. Ce traité reconnaissait les « principes de la porte ouverte » en Chine, exprimés pour la première fois en 1899 par le secrétaire d'État américain John Hay. Les neuf puissances convenaient de respecter l'intégrité territoriale de la Chine postimpériale et de ne prendre aucune mesure visant à limiter l'accès à la région. Chaque signataire avait le droit de commercer sur l'immense marché chinois.

La conférence navale de Washington ouvrait la porte à un avenir optimiste de coopération entre les grandes puissances militaires après les ravages de la Première Guerre mondiale. Elle créait un précédent pour d'ultérieures négociations de limitation des armements, notamment pendant la seconde moitié de la guerre froide. Malheureusement, les traités de 1921 et 1922 ne prévoyaient aucun mécanisme de vérification et de mise en application, et plusieurs signataires, dont le Japon, n'ont pas hésité à les violer dans la décennie qui a suivi. Ces violations ont contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique.



Bernard Baruch a présenté la proposition américaine de réglementation de l'énergie atomique aux Nations unies en juin 1946.

© Corbis

LE PLAN BARUCH

Le plan Baruch a été la première proposition majeure de régulation internationale de l'énergie atomique présentée à la Commission de l'énergie atomique des Nations unies par les États-Unis le 14 juin 1946.

Il était né des délibérations d'un comité américain présidé par le sous-secrétaire d'État Dean Acheson et David Lilienthal, président de la Tennessee Valley Authority – une des plus importantes sociétés productrices d'électricité au monde.

Travaillant en étroite collaboration avec des scientifiques, Acheson et Lilienthal proposaient de créer une Autorité du développement atomique sous les auspices des Nations unies, chargée de superviser la distribution des matières nucléaires fissiles et l'exploitation des installations capables de produire des armes nucléaires.

Acheson et Lilienthal essayaient également de créer une procédure d'octroi de licences aux pays qui cherchaient à acquérir des capacités de production d'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ils pensaient que l'octroi de licences encouragerait l'utilisation civile de l'énergie nucléaire et contribuerait à garantir son utilisation à des fins non militaires.

Le président Harry Truman a demandé à Bernard Baruch, homme d'affaires avisé et conseiller à la Maison Blanche, de présenter le plan aux Nations unies. Celui-



© AP Images

Au sommet de Genève (à partir de la gauche) : Boulganine, Eisenhower, Faure et Eden.

ci l'a modifié de manière controversée. Il aurait voulu imposer une régulation plus stricte et plus intrusive de toute la recherche et de la production – civile et militaire – de l'énergie nucléaire par l'Autorité du développement atomique.

Baruch voulait également interdire à tout pays de développer toute nouvelle capacité d'arme nucléaire et l'Autorité du développement atomique aurait eu le pouvoir de saisir les installations et ressources du pays et de priver le Conseil de sécurité des Nations unies du pouvoir d'opposer son veto à des sanctions contre les pays violant l'interdiction de produire des armes nucléaires. S'il avait été adopté, la proposition de Baruch, de par sa nature, aurait préservé le monopole américain et empêché le développement d'une capacité soviétique.

L'Union soviétique a rejeté le Plan Baruch. Les historiens se sont demandé si la proposition originelle d'Acheson et de Lilienthal aurait eu plus de succès.

C'est peu probable car l'Union soviétique avait déjà lancé son propre projet majeur de développement d'armes nucléaires. Il n'en reste pas moins que le Plan Baruch et son prédécesseur, Acheson-Lilienthal, ont ouvert les discussions internationales sur la réglementation des armes nucléaires qui ont abouti au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968.

LES CIELS OUVERTS

Le 18 juillet 1955, Genève accueillait un sommet des dirigeants des pays les plus puissants du monde ; c'était le premier depuis la Conférence de Potsdam, 10 ans auparavant et il réunissait le président américain Dwight Eisenhower, le Premier ministre britannique Anthony Eden, le Premier ministre français Edgar Faure, et deux dirigeants soviétiques, Nikolai



Nixon et Brejnev signent l'accord SALT à Moscou en mai 1972.

Boulganine et Nikita Khrouchtchev – deux ans après la mort de Staline en 1953, on ne savait pas encore exactement qui allait diriger l'Union soviétique.

Le 21 juillet 1955, Eisenhower a surpris les dirigeants réunis en comité en leur proposant un accord sur ce qu'il appelait « les ciels ouverts » entre les grandes puissances. Chacun des principaux États de la guerre froide permettrait aux autres de mener une surveillance aérienne ouverte de son territoire. Ces « survols » libres par des avions et, à terme, par des satellites, déboucheraient sur une plus grande transparence.

Eisenhower pensait que cette transparence réduirait les craintes irrationnelles et exagérées concernant les intentions de l'ennemi et stabiliserait donc les relations internationales. Il savait aussi que l'Union soviétique était la grande bénéficiaire du secret imposé sur sa société fermée : elle pouvait plastronner, bluffer et conspirer à l'intérieur de ses frontières plus facilement que les démocraties ouvertes de l'Europe occidentale ou des États-Unis.

Peu soucieux de lever le voile du secret sur leur société, les dirigeants soviétiques ont rapidement rejeté « les ciels ouverts », mais plus tard lors de cette même décennie, les avions militaires de reconnaissance et les programmes satellitaires ont fait de la transparence

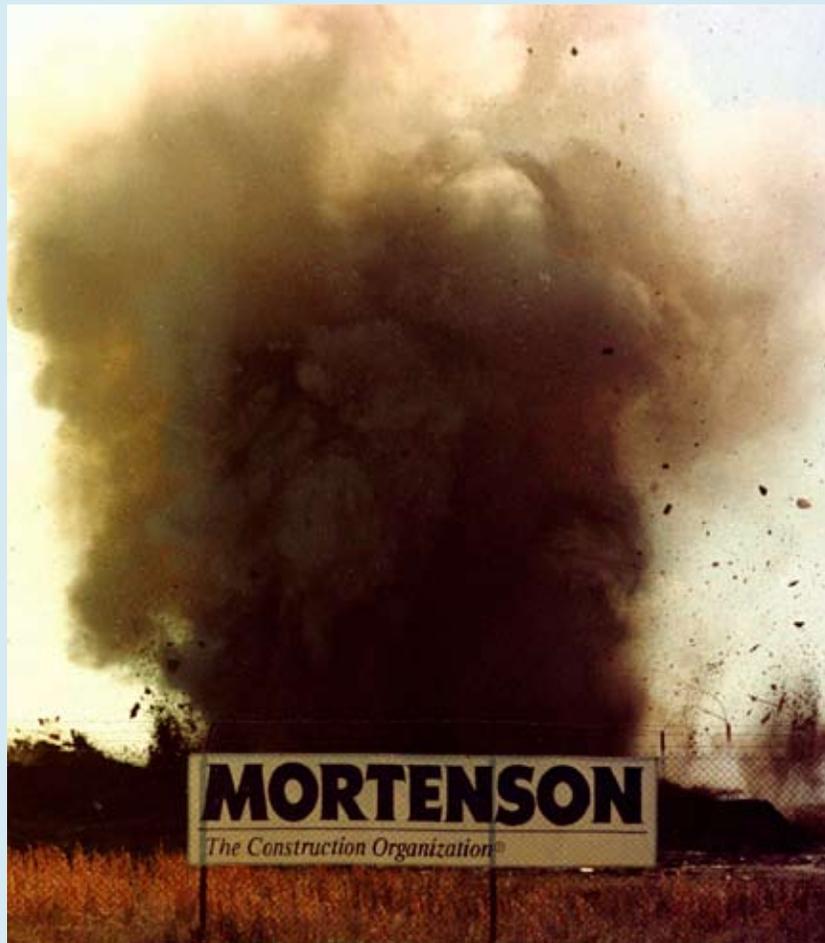
une réalité pratique. Et plus tard encore, les dirigeants américains et soviétiques puis russes en sont revenus à l'appel lancé par Eisenhower en faveur d'une transparence accrue dans la quête de la stabilité internationale.

TRAITÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS STRATÉGIQUES

Le Traité sur la limitation des armements stratégiques (SALT I) signé par le président Nixon et le dirigeant soviétique Léonid Brejnev à Moscou le 26 mai 1972 était le premier traité de contrôle des armements qui limitait expressément la fabrication de nouvelles armes nucléaires.

Aux termes du traité, les deux superpuissances s'engageaient à ne pas accroître leurs arsenaux nucléaires déjà hypertrophiés pendant 5 ans. Elles s'engageaient aussi à ne pas construire de nouvelle plateforme sous-marine de lancement de missiles nucléaires sans éliminer un nombre correspondant de vieux missiles intercontinentaux ou lancés par sous-marin.

Le Traité sur la limitation des systèmes de défense antimissiles balistiques (Traité ABM) accompagnait SALT I. Il limitait les deux superpuissances à un



© AP Images

Le dernier missile américain Minuteman II implose en décembre 1997 conformément aux dispositions du START.

maximum de deux sites de défense antimissiles sur leurs territoires respectifs. Il s'agissait de garantir que ni l'une ni l'autre ne pouvait protéger la majorité de sa population en cas d'attaque nucléaire. Dans la logique de la dissuasion nucléaire, la perspective d'une destruction mutuelle assurée devait encourager les dirigeants de la guerre froide à être prudents et à éviter la guerre.

SALT I a entamé le processus des discussions sérieuses et continues entre les États-Unis et l'Union soviétique. Il est devenu un des éléments centraux de la détente des années 70 qui ont vu un renforcement de la coopération scientifique, économique et culturelle entre l'Est et l'Ouest.

Le 18 juin 1979, le président américain Jimmy Carter et Brejnev ont signé un second traité élargi sur la

limitation des armements stratégiques (SALT II) mais après l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique plus tard dans l'année, le Sénat américain ne l'a pas ratifié. Toutefois, le successeur de Carter, le président Ronald Reagan, a continué d'observer les clauses du SALT II non ratifié. Les négociations entourant les SALT I et II ont constitué la base des importants accords de contrôle des armements entre Reagan et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev dans les dernières années de la guerre froide.

TRAITÉ SUR LA RÉDUCTION DES ARSENAUX STRATÉGIQUES

Le Traité sur la réduction des arsenaux stratégiques (START), signé le 31 juillet 1991 par le président

américain George H. W. Bush et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev a marqué la fin de la guerre froide. Pour la première fois, les deux superpuissances convenaient d'égaliser la taille de leurs arsenaux nucléaires et de réduire considérablement leurs stocks et leurs systèmes de lancement d'armes nucléaires. Le traité de 1972 (SALT I) limitait uniquement la construction future des armes, START réduisait considérablement les stocks existants.

Aux termes du traité, les États-Unis et l'Union soviétique ne devaient conserver qu'un maximum de 1 600 systèmes de lancement de missiles stratégiques nucléaires. Ils devaient ramener leurs arsenaux nucléaires respectifs à 6 000 ogives nucléaires chacun, dont un maximum de 4 900 placées sur des missiles balistiques.

Cela représentait une réduction de 30-40 % des forces nucléaires stratégiques de chaque nation. Le 23 mai 1992, les États nucléaires qui ont remplacé l'Union soviétique – la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et le Belarus – ont signé le Protocole de Lisbonne au START. Les trois derniers pays ont renoncé aux armes nucléaires sur leur territoire et la Russie a assumé toutes les obligations qu'elle avait héritées de l'Union soviétique au titre du START. Officiellement ratifié le 5 décembre 1994, ce traité a une durée de vie initiale de 15 ans, prorogeable de périodes de 5 ans après cela. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

La surenchère des arsenaux nucléaires

Jonathan Reed Winkler

Le maintien coûteux d'énormes stocks d'ogives nucléaires était le prix de la paix pendant la guerre froide. Jonathan Reed Winkler est professeur associé d'histoire à la Wright State University dans l'Ohio.

Au plus fort de la guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique possédaient à eux deux des dizaines de milliers d'ogives nucléaires. Aucune n'a été utilisée dans un mouvement de colère. Pourquoi ces deux superpuissances avaient-elles constitué des stocks aussi colossaux d'armes nucléaires, surtout si elles espéraient, chacune de leur côté, n'avoir jamais à les utiliser ? La réponse est complexe.

Si la guerre avait éclaté pendant la guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique avaient l'intention d'utiliser l'arme nucléaire contre les forces ennemies, des cibles industrielles et des centres urbains.

Chacun des deux camps a rapidement compris qu'une guerre nucléaire causerait des destructions considérables tant chez lui que chez l'ennemi et dans le reste du monde. De ce fait, les deux superpuissances en sont venues à voir avant tout dans les armes nucléaires un agent de dissuasion forçant chacune à y penser à deux fois avant d'entrer en guerre.

Après les ravages de la Seconde Guerre mondiale, rares étaient ceux qui souhaitaient voir un nouveau conflit qui promettait d'être encore plus dévastateur. En dernière analyse, le coût du maintien d'énormes stocks d'ogives nucléaires a été le prix à payer pour préserver la paix entre les deux superpuissances pendant plus de 50 ans.

Les États-Unis avaient conclu, à la fin des années 40, qu'ils avaient besoin d'un grand nombre d'armes nucléaires pour plusieurs raisons. Parce que des attaques surprises, comme celle de Pearl Harbour, pouvaient se produire au début d'une prochaine guerre, ils allaient construire un arsenal si important qu'il survivrait à toute agression et serait en mesure d'y riposter.

LA GUERRE FROIDE

Ces idées remontaient à bien avant que les États-Unis identifient l'Union soviétique comme leur principal

rival. Au début de la guerre froide, il était évident que les Soviétiques jouissaient d'un avantage numérique important au plan des armements classiques. En cas de guerre, ils pouvaient écraser les forces américaines et de l'OTAN dans les premières semaines. Les États-Unis en ont conclu que seule l'arme nucléaire pouvait contrebalancer cet avantage.

Après que les Soviétiques ont fait exploser leur propre bombe atomique en 1949, annulant ainsi l'avantage américain, et se sont alliés à la République populaire de Chine, les dirigeants américains ont décidé de construire la bombe à hydrogène, encore plus puissante, et de lancer un vaste programme de renforcement des armes conventionnelles et nucléaires pour faire face à la menace soviétique.

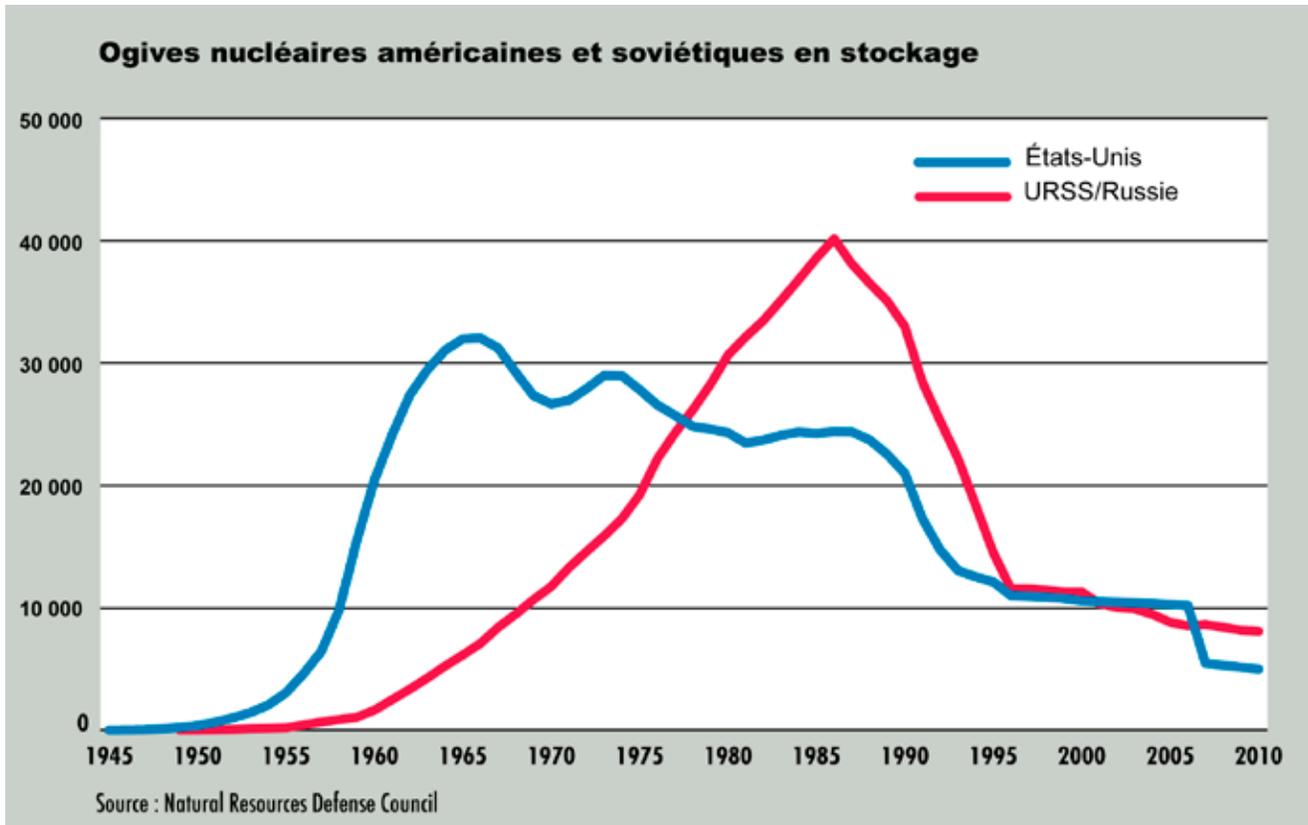
Au début des années 50, les États-Unis s'étaient dotés d'un arsenal nucléaire imposant. Ils pouvaient aligner 1 600 bombardiers de moyenne et longue portées contre les 200 que possédaient les Soviétiques. Les deux protagonistes construisaient aussi des armes tactiques, dont une artillerie de campagne et des charges sous-marines nucléaires.

L'ampleur de l'accumulation des armes nucléaires américaines entre 1948 et le milieu des années 60 s'explique par de nombreuses raisons.

D'abord, jusqu'au début des années 60, les informations dont disposaient les États-Unis concernant la force militaire soviétique étaient imparfaites (les avions de reconnaissance à haute altitude et les satellites commençaient à donner de meilleures informations). De ce fait, ils surestimaient considérablement la capacité industrielle soviétique.

En second lieu, les États-Unis continuaient à craindre la supériorité des forces soviétiques conventionnelles en Europe. Les armes nucléaires tactiques étaient considérées comme la parade. L'armée rouge n'avait rien à gagner à envahir le territoire européen si celui-ci devenait le théâtre d'une contre-attaque nucléaire dévastatrice.

Troisièmement, le président Dwight Eisenhower cherchait à utiliser cette massive accumulation d'armes nucléaires comme moyen de préserver la paix. Cet



arsenal était comparativement moins coûteux et moins déstabilisateur pour l'économie américaine qu'un renforcement des forces classiques destiné à arriver à parité avec les forces soviétiques numériquement plus importantes. La menace d'Eisenhower de transformer tout conflit en une guerre nucléaire – le concept de représailles massives – devait dissuader l'Union soviétique mais aussi retenir les alliés des États-Unis et les États-Unis eux-mêmes.

LE PIC DES STOCKS

Les stocks devaient cependant être considérables pour garantir que les forces nucléaires américaines puissent mener à bien leur mission de guerre en dépit de tout accident possible, de l'efficacité des défenses soviétiques et des pertes encourues par une première frappe soviétique. À son pic, le stock américain comptait 31 000 ogives nucléaires et quelque 2 200 bombardiers stratégiques et missiles pour les emporter.

La peur d'une attaque surprise s'est calmée dans les années 60 avec l'apparition des missiles balistiques lancés à partir de sous-marins. Il était pratiquement impossible de savoir à tel moment donné où se trouvaient tous les sous-marins nucléaires. De ce fait, chacun des protagonistes pouvait être certain que l'autre ne pouvait

lancer une attaque surprise et éviter les représailles.

La dépendance des États-Unis et de l'Union soviétique vis-à-vis de la triade d'armes nucléaires – bombardiers, missiles terrestres et sous-marins capables de lancer l'arme nucléaire – impliquait une destruction mutuelle assurée (MAD). Ce concept confirmait qu'il était impossible de gagner une guerre nucléaire et il a contribué à stabiliser la guerre froide.

En dépit même du concept de MAD, l'Union soviétique s'est lancée dans une vaste course aux armements nucléaires pendant la seconde moitié de la guerre froide afin d'arriver à égalité et, dans certains cas, de dépasser les États-Unis alors que ceux-ci déployaient leurs efforts en Asie du Sud-Est. À son maximum, en 1986, le stock des armes nucléaires soviétiques comptait peut-être plus de 40 000 ogives. Les vecteurs stratégiques de transport – bombardiers, missiles terrestres et sous-marins – ont atteint leur nombre maximum, 2 500, en 1979.

Si faible qu'ait été l'utilité marginale des armes nucléaires supplémentaires construites à la fin de la guerre froide, leur existence a rendu l'idée d'une guerre nucléaire tellement impensable qu'elle a été évitée. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Le numéro d'équilibrisme russo-américain

Dmitri Trenin



© AP Images/Alexander Zemlianichev

La Russie compte sur la dissuasion nucléaire parce que ses forces classiques sont relativement faibles.

Les dirigeants russes soutiennent publiquement l'idée d'un monde sans armes nucléaires mais ils n'ont pas de stratégie bien définie pour faire avancer leur vision. Dmitri Trenin est le directeur du Centre Carnegie de Moscou.

En 1986, le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev a présenté sa vision d'un monde sans armes nucléaires. Sa « nouvelle doctrine » a contribué à inverser la course aux armes nucléaires et a donné naissance à une série d'accords qui ont permis de réduire les arsenaux stratégiques.

Près d'un quart de siècle plus tard, les dirigeants russes sont revenus à la doctrine de la dissuasion nucléaire. S'ils ne récusent pas la vision à long terme du président Obama d'un monde sans armes nucléaires, et s'ils continuent à négocier de nouveaux accords en vue de la réduction des arsenaux nucléaires existants, la doctrine de la dissuasion nucléaire est plus profondément ancrée dans la pensée des

responsables russes de la sécurité aujourd'hui qu'elle ne l'était pendant la guerre froide, et ce pour au moins deux raisons.

D'abord, la Russie est une puissance militaire relativement faible en termes d'armes conventionnelles. À l'époque de Gorbatchev, l'Union soviétique alignait plus de chars d'assaut que tous les autres pays du monde réunis et elle gardait un demi-million de soldats en état d'alerte en Europe de l'Est. Dix ans plus tard, lorsque le dirigeant russe Vladimir Poutine a essayé de mettre fin au séparatisme tchétchène, il n'a trouvé dans le million de soldats en armes que quelque 65 000 combattants vraiment capables. Depuis la fin de l'Union soviétique, la Chine achète à la Russie beaucoup plus d'avions de combat que celle-ci n'en fabrique pour ses propres forces.

La réforme militaire en cours réussit mieux à démanteler l'appareil militaire existant qu'à élaborer son successeur pour le XXI^e siècle. Pour la première fois de son

histoire, la Russie est donnée perdante sur ses deux flancs stratégiques, en Europe et en Asie. La dissuasion nucléaire est la solution de Moscou à ce dilemme stratégique.

En second lieu, Moscou veut conserver l'indépendance stratégique caractéristique d'une grande puissance. Cela implique un équilibre approximatif entre les arsenaux nucléaires russe et américain. Si l'on ôte les armes nucléaires de l'équation, la balance penche fortement du côté des États-Unis.

Pour dire les choses différemment, si tous les autres facteurs restent les mêmes, un monde sans armes nucléaires est un monde où l'hégémonie des forces conventionnelles américaines est sûre. Chose moins évidente mais également vraie, la supériorité nucléaire russe sur la Chine contrebalance la force conventionnelle croissante de ce pays. Pour la Russie, le prix à payer pour être une grande puissance réside dans sa dépendance vis-à-vis des armes nucléaires, dans son acceptation de l'insécurité inhérente à leur existence et dans sa sujétion à la dissuasion nucléaire. Mais les progrès de la technologie militaire risquent de modifier cette équation.

La Russie lie donc son accord à la réduction des armes stratégiques à des restrictions sur les nouvelles technologies telles que les systèmes de défense antimissiles et ce qu'elle appelle l'armement de l'espace: deux domaines dans lesquels les États-Unis semblent jouir d'un avantage. Elle prône également l'élargissement du dialogue stratégique russo-américain à la Chine.

Une étape cruciale consisterait à lier les systèmes de défense antimissiles en un système commun. Cela éviterait le recours à la destruction mutuelle assurée. La dissuasion



L'arsenal nucléaire russe fait équilibre à la force conventionnelle de la Chine. Ici, un soldat chinois participe à un exercice militaire sino-russe en 2009.

© Imaginechina via AP Images

en deviendrait, finalement, obsolète. En principe, le gouvernement russe est en faveur d'une solution allant dans ce sens mais, pour le moment, il n'a pas de stratégie claire sur la manière d'atteindre ce nouveau monde stratégique.

Un monde sans armes nucléaires serait un monde transformé: un monde dans lequel les grandes puissances (notamment les États-Unis, la Russie et la Chine) devraient se faire mutuellement confiance, coopérer en matière de défense stratégique et collaborer à la sécurité pour faire passer au rang des antiquités les préoccupations concernant les équilibres (et déséquilibres) militaires classiques.

À quelque aune qu'on le mesure, c'est un vaste programme mais, sans lui, un monde sans armes nucléaires risque de n'être qu'un rêve – ou un cauchemar. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Des mégatonnes aux mégawatts

Andrew Newman



© AP Images/Mikhail Metzler

Un ouvrier appauvrit des boulettes d'uranium hautement enrichi.

Grâce au programme dit « des mégatonnes aux mégawatts », la moitié de l'énergie nucléaire des États-Unis vient du démantèlement d'ogives nucléaires russes. Andrew Newman est chargé de recherche au Project on Managing the Atom (Projet de maîtrise de l'atome) de l'université Harvard.

L'énergie atomique produit 20 % de l'électricité aux États-Unis et la moitié en provient des réacteurs alimentés par de l'uranium provenant d'une arme nucléaire russe. Le programme des mégatonnes aux mégawatts est responsable de cette réussite remarquable.

Institué en 1993 par l'Accord américano-russe sur l'uranium hautement enrichi, d'ici à 2013, le programme des mégatonnes aux mégawatts aura transformé 500 tonnes d'uranium hautement enrichi (UHE) provenant

d'ogives nucléaires russes en uranium faiblement enrichi (UFE) utilisable dans les réacteurs commerciaux américains. Au 31 décembre 2009, 382 tonnes d'UHE avaient été recyclées en 11 047 tonnes d'UFE, ce qui correspond à l'élimination de plus de 15 000 ogives nucléaires.

COMMENT FONCTIONNE LE PROGRAMME ?

Lorsqu'une ogive nucléaire est démantelée, l'uranium fortement enrichi est séparé du reste de l'arme, découpé en copeaux, purifié, gazéifié et mélangé à de l'uranium contenant un isotope qui ne peut alimenter une réaction en chaîne explosive – processus connu sous le nom d'appauvrissement.

La conversion et la dilution de l'UHE se font en

Russie et l'UFE en résultant est expédié aux installations de l'USEC aux États-Unis où il est transformé en combustible pour réacteurs. L'USEC (United States Enrichment Corporation) faisait partie du ministère de l'énergie avant d'être privatisée en 1998.

L'USEC paie le prix du marché moins une légère décote à Tekhsnabeksport (TENEX), l'agent exécutif pour la Russie, pour son UFE et remplace la quantité d'uranium naturel déplacé par l'UFE appauvri, puis elle vend l'UFE comme combustible aux compagnies d'électricité américaines.



Une usine de l'USEC dans le Kentucky qui traite l'uranium faiblement enrichi pour produire de l'électricité.

© AP Images

QUI SONT LES BÉNÉFICIAIRES ?

Le programme des mégatonnes aux mégawatts offre des incitations financières pour le démantèlement de milliers d'ogives nucléaires, détruit des centaines de tonnes d'uranium utilisable pour la fabrication d'armes et emploie des milliers d'ouvriers russes, le tout à un coût très modeste pour le contribuable américain. Sans ce programme, les risques de prolifération du complexe nucléaire russe auraient été beaucoup plus grands dans les années 1990.

APRÈS 2013

Bien que le programme des mégatonnes aux mégawatts soit une réussite, il va prendre fin en 2013 et la Russie dispose encore de centaines de tonnes d'UHE en plus des stocks dont elle a besoin pour son programme militaire. Rosatom (la société de l'énergie atomique du gouvernement russe) ne souhaite nullement proroger l'accord : ses responsables accusent les États-Unis et l'USEC d'user de leur influence économique de manière déloyale, arguant notamment que le prix que l'USEC paie pour l'UFE russe est inférieur au prix du marché et rappelant le droit antidumping appliqué dès 1992 par les États-Unis sur les importations de produits russes enrichis. Les États-Unis craignaient alors que la Russie inonde le marché américain avec de l'uranium bon marché mais ce droit est censé arriver à terme en 2011.

De son côté, la Russie a eu parfois une attitude peu réaliste envers le marché commercial du nucléaire, fixant par exemple un prix plancher de l'uranium très supérieur au cours commercial.

Une autre raison du non-renouvellement de l'accord en cours est que l'appauvrissement de l'uranium est beaucoup moins lucratif que son enrichissement et Rosatom prévoit de signer des accords de fourniture directe d'uranium enrichi aux centrales électriques américaines en 2010.

Il existe cependant des moyens de restructurer l'accord, qui permettraient à la Russie de réaliser des milliards de dollars de bénéfices et de soutenir ses objectifs stratégiques, d'élargir sa puissance et ses exportations nucléaires en appauvrissant son excédant d'UHE. À terme, les États-Unis et la Russie devraient convenir de déclarer excédentaires toutes les quantités d'UHE supérieures à celles requises pour une petite réserve d'armes nucléaires et pour leurs programmes maritimes, de les appauvrir en combustible nucléaire et de les conserver dans des installations de stockage surveillées jusqu'à ce que le marché commercial soit en mesure de les absorber. ■

Voir aussi U.S.-Russia Highly Enriched Uranium Agreement [<http://www.nti.org/db/nisprofs/russia/fulltext/heudeal/heufull.htm>] (en anglais).

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement américain.

Les jeunes montent au créneau

Johan Bergenäs

Le progrès vers un monde libéré de l'arme nucléaire dépend des jeunes. Johan Bergenäs, âgé de 28 ans, est chercheur adjoint à Washington pour le Centre James Martin d'études sur la non-prolifération de l'Institut Monterey d'études internationales. Il est actuellement rédacteur indépendant pour des quotidiens suédois et américains.

Aujourd'hui, les dirigeants du monde ont laissé à la prochaine génération le soin de dénucléariser la planète. Ce sont en effet souvent les jeunes du monde entier qui ont donné l'impulsion à divers mouvements politiques, culturels, sociaux et intellectuels, réalisant des progrès auxquels leurs prédécesseurs avaient renoncé, les considérant comme illusoire. Si les jeunes veulent relever le défi de l'élimination des armes nucléaires, leurs contributions devront de nouveau dépasser le simple idéalisme. Mais comment s'y prendre ?

Premièrement, les futurs dirigeants doivent, par le truchement de l'éducation et de la collaboration avec leurs pairs, chercher à comprendre le monde tel qu'il est, et non plus tel qu'il était. Les anciens paramètres de la guerre froide et les arguments obsolètes en faveur de la dissuasion nucléaire continuent d'empoisonner le débat. Si la prochaine génération de décideurs ne réévalue pas l'importance des armes nucléaires dans la lutte contre les menaces actuelles, elle tentera de régler les problèmes de sécurité du XXI^e siècle avec des outils du XX^e siècle. Pour réduire considérablement les arsenaux nucléaires, nous devons d'abord réduire leur valeur dans nos esprits.

Deuxièmement, étant donné que l'humanité toute entière a des enjeux dans l'abolition de l'arme nucléaire,

les jeunes d'aujourd'hui doivent commencer à s'identifier non seulement en tant que citoyens d'États-nations, mais aussi en tant que membres d'une communauté mondiale. Le désarmement implique la confiance, et cela sera difficile à accomplir tant que le nationalisme sera le seul principe directeur de la politique internationale. Nous ne pouvons pas laisser les conflits et les préjugés de nos

ancêtres saper l'objectif de la dénucléarisation du monde. La destruction de la dernière ogive nucléaire coïncidera avec une ère de plus grande solidarité à l'échelle mondiale.

Troisièmement, en vantant les mérites de la dénucléarisation, les jeunes doivent éviter de diaboliser leurs détracteurs. Les différences de vues sur l'objectif final de l'élimination de l'arme nucléaire ne doivent pas nous empêcher d'œuvrer d'abord à la réduction substantielle des arsenaux. Il suffit d'aborder chaque question en son temps.

La réalisation du fait qu'on est le seul groupe à avoir une chance de libérer le monde de l'arme nucléaire

est à la fois enthousiasmante et intimidante. Même si les jeunes d'aujourd'hui ne parviennent pas à éliminer l'arme nucléaire de leur vivant, espérons que ce ne sera pas par manque de témérité face à cette énorme menace. Notre exemple doit encourager ceux qui viendront après nous à poursuivre cette entreprise qui a commencé à l'aube du XXI^e siècle. Il nous appartient de créer les conditions de l'avènement d'un monde sans armes nucléaires. Si nous y parvenons, nous laisserons dans l'histoire une empreinte indélébile. ■



Comme ici, en Chine, en 1995, les jeunes sont le fer de lance de la campagne contre les armes nucléaires.

© AP Images/Greg Baker

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Un monde plus sûr pour tous

Jayantha Dhanapala

Un accord global et vérifiable sur l'élimination des armes nucléaires renforcerait équitablement la sécurité de tous les peuples du monde. Jayantha Dhanapala a été ambassadeur du Sri Lanka et sous-secrétaire général des Nations unies chargé des affaires relatives au désarmement. Il est actuellement président du mouvement Pugwash, dont les conférences sur la science et les affaires mondiales ont été couronnées en 1995 du prix Nobel de la paix.

L'arme nucléaire est l'instrument de violence et de terreur le plus destructeur jamais inventé par l'homme. Non seulement une guerre nucléaire ferait des millions de victimes et détruirait des villes entières, mais elle anéantirait l'écologie indispensable au maintien de la vie, entraînant des conséquences génétiques pour les générations futures. La sécurité d'une nation ne saurait justifier la possession d'une telle arme, et encore moins son utilisation.

En 2010, les hibakusha, à savoir les survivants de la première et, jusqu'à présent, unique utilisation d'armes nucléaires dans le monde – par les États-Unis à Hiroshima et à Nagasaki en 1945, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale – ont fait des témoignages poignants de leur expérience vécue, évoquant notamment les effets persistants de la radiation.

Aujourd'hui, neuf États dotés de l'arme nucléaire – dont cinq seulement sont parties au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) – détiennent 23 000 ogives nucléaires dont plus de 8 000 sont déployées et susceptibles d'être mises à feu en quelques minutes. Or il est impossible de garantir qu'elles ne seront jamais utilisées, qu'il s'agisse d'une intention hostile ou d'un accident résultant d'une négligence, par un État ou par un groupe terroriste. Cette dernière possibilité risque



Des manifestants rassemblés à New York, en 2000, durant la conférence d'examen du TNP.

fort de n'être que trop réelle. D'énormes stocks d'uranium hautement enrichi et de plutonium séparé, les matières fissiles des armes nucléaires, sont entreposés dans le monde, souvent dans des conditions déplorables de sécurité.

De plus, les conséquences des armes nucléaires ne se limitent pas à la mort, à la destruction et à l'empoisonnement par radiation. Les recherches scientifiques montrent que l'utilisation de seulement 0,03 % de l'arsenal nucléaire mondial entraînerait un changement climatique catastrophique.

Les gouvernements, et tout spécialement les membres du Mouvement des pays non alignés, ainsi que les groupes de la société

civile tels que les Conférences Pugwash sur la science et les affaires mondiales, réclament depuis longtemps une convention sur l'interdiction des armes nucléaires. Plusieurs éditoriaux rédigés par d'éminents hommes d'État chevronnés en faveur de la dénucléarisation du monde ont récemment été publiés aux États-Unis et dans d'autres pays.

Dans un discours prononcé à Prague en avril 2009, le président Obama a identifié l'élimination des armes nucléaires dans le monde comme l'un de ses objectifs politiques. De nombreux gouvernements et groupes de la société civile l'ont applaudi.

Le Traité de non-prolifération et les zones dénucléarisées, que l'on trouve principalement dans l'hémisphère sud, ont réduit l'ampleur de la prolifération. Néanmoins, certains pays affirment que le TNP n'a pas tenu sa promesse principale : le désarmement des États nucléaires en échange de la non-prolifération dans les États non nucléaires.

Or cette situation ne peut pas durer éternellement. Tant que certains États auront des armes nucléaires, d'autres aspireront inévitablement à en acquérir pour des raisons de sécurité nationale, de prestige, ou encore de questions liées au terrorisme. Seul un monde débarrassé, de façon vérifiable, de l'arme atomique pourra éliminer la prolifération. Cela sera un monde meilleur et plus sûr pour tous – équitablement. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'engagement des États non nucléaires

Irma Argüello



© AP Images/Sukree Sukplang

Des ministres réunis en Thaïlande, en juillet 2009, dans le cadre de la Commission pour la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est.

Le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont deux phénomènes indissociables. Afin de progresser vers ces deux objectifs, tous les pays du monde doivent comprendre que l'élimination des armes nucléaires renforcera la sécurité de tous. L'Argentine Irma Argüello est fondatrice et présidente de la Nonproliferation for Global Security Foundation.

Le désarmement nucléaire dépend de la coopération entre les États détenteurs de l'arme nucléaire et ceux qui en sont dépourvus.

La nécessité d'éliminer les armes nucléaires ne fait aucun doute: non seulement du fait de la dévastation qu'elles entraînent, mais aussi à cause des ressources qu'elles absorbent au détriment de la qualité de vie déjà précaire dans certains des États qui en sont dotés.

Tant que l'arme nucléaire demeurera symbolique de pouvoir, de prestige et de statut politique, ou considérée comme indispensable à la sécurité nationale, les nations hésiteront à y renoncer. Conséquemment, il est fondamental de dévaluer les avantages perçus de la possession de l'arme atomique.

Loin d'être une manne, l'arme nucléaire est un piège.

Les deux superpuissances de la guerre froide sont tombées dedans en accumulant des milliers d'ogives, et d'autres États ont suivi le mouvement à une moindre échelle. Ces énormes arsenaux étaient-ils nécessaires du point de vue de la dissuasion, sachant qu'ils étaient plusieurs fois supérieurs à ce qui était suffisant pour la destruction mutuelle assurée ?

Si la mise au point des armes nucléaires est difficile et coûteuse, leur démantèlement et leur destruction le sont encore plus. Paradoxalement, les États nucléaires encourent aujourd'hui plus de danger que les États non nucléaires du fait de leurs arsenaux. Les armes nucléaires exigent en effet un suivi, un endiguement et une surveillance continus. Elles représentent une énorme responsabilité pour les États qui les possèdent. Les risques de défaillance technique, d'accident et d'utilisation mal avisée dans des conditions de tension sont omniprésents. De plus, les détenteurs de l'arme nucléaire sont la cible privilégiée des terroristes et des trafiquants.

Dans le discours qu'il a prononcé en avril dernier à Prague, le président Obama a manifesté sa résolution d'ouvrir la voie à la dénucléarisation du monde.

D'autres dirigeants ont déclaré leur soutien à cet objectif. L'adoption, en septembre dernier, de la résolution 1887 du Conseil de sécurité portant sur la relance des efforts d'élimination de la prolifération des armes nucléaires est une étape prometteuse.

Il faut maintenant aller au-delà des déclarations d'intention et passer à l'action.

Le désarmement des États détenteurs de l'arme nucléaire et la non-prolifération dans les autres pays reposent sur la réciprocité. La Conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), prévue en mai 2010, sera l'occasion de progresser simultanément vers ces deux objectifs, au fil d'étapes bien définies, tout en préservant le droit de chaque État d'utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques.

S'il est souhaitable, à court terme, de renforcer le TNP, l'élimination des armes nucléaires exige un nouvel instrument acceptable à l'échelle universelle et susceptible de définir clairement les responsabilités de tous les États.

Ceux qui choisissent délibérément de ne pas fabriquer d'armes nucléaires méritent des éloges, mais il est essentiel qu'ils aillent au-delà de ce simple renoncement. Ils devraient contribuer énergiquement à aider les pays dotés de l'arme nucléaire à se désarmer. Il existe pour eux de nombreux moyens de s'impliquer dans ces activités, notamment :

- parrainer des initiatives visant à trouver des solutions pratiques aux grands problèmes de



La Japonaise Yoriko Kawaguchi (à gauche) et l'Australien Gareth Evans président, en 2008, la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires.

désarmement. La Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, soutenue par les gouvernements australien et japonais, a, par exemple, fait des recherches qui ont abouti à la rédaction de divers rapports, dont un intitulé « Éliminer les menaces nucléaires ».

- promouvoir la transparence au niveau des arsenaux nucléaires et mettre au point, collectivement, des moyens d'en vérifier le démantèlement et la destruction, sans propager la technologie du nucléaire. Il est en effet difficile pour un pays de renoncer à l'arme nucléaire s'il n'est pas certain que ses adversaires font de même. L'initiative lancée par le Royaume-Uni et la Norvège en faveur de la vérification du démantèlement des ogives nucléaires illustre comment la transparence peut naître de programmes multilatéraux.

- faciliter des négociations informelles auxquelles les États dotés de l'arme nucléaire qui ne sont pas partie au TNP peuvent participer sans hésiter.

- interdire le déploiement et le stationnement d'armes nucléaires sur leur territoire national.

- repenser leurs besoins en matière de dissuasion nucléaire. De nombreux États reposent de fait sur le « bouclier nucléaire » offert par des États nucléaires alliés. Mais aujourd'hui, il est difficile de définir une menace à la sécurité susceptible d'appeler une intervention nucléaire.

- œuvrer au règlement des conflits et à l'établissement de la confiance au sein de leur région, et promouvoir des institutions plus puissantes et plus fiables dans tous les États, activités qui sont la clé de la réduction des risques de prolifération.

- promouvoir l'extension des zones dénucléarisées à de nouvelles régions et groupes d'États, en partageant leurs expériences et leurs modèles.

- éduquer les dirigeants et les populations en matière de désarmement et de non-prolifération dans le cadre d'un effort à long terme susceptible d'être couronné de succès, comme le réclament, fort à propos, les Nations unies dans la résolution A/57/124 de l'Assemblée générale adoptée en 2002.

Le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont des éléments essentiels de l'avenir de tous les pays. Et les États dotés de l'arme atomique ne sont pas les seuls à devoir s'engager dans cette démarche. Les États non nucléaires devraient le faire également. La coopération entre les pays et les régions est le moteur de l'avènement d'un monde libéré de l'arme nucléaire. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Quelques chiffres

Date de la lettre d'Einstein au président Roosevelt: 2 août 1939

Date de la première réaction en chaîne soutenue et contrôlée déclenchée par l'homme, à Chicago:
2 décembre 1942

Date de la première explosion d'une bombe à fission nucléaire, ou bombe atomique, au Nouveau-Mexique:
16 juillet 1945

Date de la détonation d'une bombe à fission nucléaire sur Hiroshima: 6 août 1945

Nombre estimatif de personnes tuées immédiatement ou peu après l'explosion de la bombe atomique
sur Hiroshima: 70 000

Nombre estimatif de personnes tuées pendant la bataille d'Okinawa, du 1^{er} avril au 21 juin 1945: 219 000

Puissance explosive de la bombe à fission nucléaire d'Hiroshima: 15 000 tonnes d'équivalent TNT

Puissance explosive de la plus grosse bombe à fusion nucléaire, testée en 1961: 50 000 000 de tonnes de TNT

L'année de l'ouverture aux signatures du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP): 1968

L'année d'entrée en vigueur du TNP: 1970

L'année de la prorogation illimitée du TNP: 1995

Nombre d'États parties au TNP: 189

Nombre d'États parties au TNP et dotés d'armes nucléaires: 5 (États-Unis, Russie, Royaume-Uni,
Chine, France)

Nombre de pays non parties au TNP: 4 (Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord)

L'année de la signature par les États-Unis et l'Union soviétique du Traité de limitation des armes stratégiques
(SALT I): 1972

L'année de la signature par les États-Unis et l'Union soviétique du Traité de réduction des armes stratégiques
(START): 1991

L'année d'expiration du START: 2009

Nombre maximal estimatif d'ogives nucléaires jamais détenues par les États-Unis: 32 040 en 1966

Nombre maximal estimatif d'ogives nucléaires jamais détenues par l'Union soviétique: 40 159 en 1986

L'année du début du démantèlement d'ogives nucléaires russes aux fins de recyclage pour usage par des
centrales nucléaires américaines au titre du programme « des mégatonnes aux mégawatts »: 1994

Nombre estimatif d'ogives nucléaires russes éliminées grâce au programme « des mégatonnes
aux mégawatts »: 15 000

Ressources complémentaires

Livres, articles, sites Internet et films se rapportant à la non-prolifération nucléaire et au désarmement (en anglais)

LIVRES ET RAPPORTS

Asculai, Ephraim. *Rethinking the Nuclear Non-Proliferation Regime.* Tel Aviv: Jaffee Center for Strategic Studies, Tel Aviv University, 2004.

Busch, Nathan E. and Daniel H. Joyner, eds. *Combating Weapons of Mass Destruction: The Future of International Nonproliferation Policy.* Athens: University of Georgia Press, c2009.

Caravelli, Jack. *Nuclear Insecurity: Understanding the Threat from Rogue Nations and Terrorists.* Westport, CT: Praeger Security International, 2008.

Cirincione, Joseph. *Bomb Scare: The History and Future of Nuclear Weapons.* New York: Columbia University Press, 2007.

Hodge, Nathan and Sharon Weinberger. *A Nuclear Family Vacation: Travels in the World of Atomic Weaponry.* New York: Bloomsbury USA: Distributed to the trade by McMillan, 2008.

Johnson, Rebecca. *Unfinished Business: The Negotiation of the CTBT and the End of Nuclear Testing.* New York; Geneva: United Nations, 2009.

Kissling, Claudia. *Civil Society and Nuclear Non-Proliferation: How Do States Respond?* Aldershot, UK; Burlington, VT: Ashgate, 2008.

Krieger, David, ed. *The Challenge of Abolishing Nuclear Weapons.* New Brunswick, NJ: Transaction Publishers, 2009.

Maddock, Shane J. *Nuclear Apartheid: The Quest for American Atomic Supremacy from World War II to the Present.* Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2010.

Mattis, Frederick N. *Banning Weapons of Mass Destruction.* Westport, CT: Praeger Security International, 2009.

O'Neill, Philip D. *Verification in an Age of Insecurity: The Future of Arms Control Compliance.* Oxford, UK; New York: Oxford University Press, 2010.

Perkovich, George and James M. Acton. *Abolishing Nuclear Weapons: A Debate.* Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2009.

Protecting Against the Spread of Nuclear, Biological, and Chemical Weapons: An Action Agenda for the Global Partnership; project directors, Robert J. Einhorn and Michèle A. Flournoy. Washington, DC: Center for Strategic and International Studies, 2003. [This is the first in a four-volume study.]
<http://csis.org/publication/protecting-against-spread-nuclear-biological-and-chemical-weapons>

Ritchie, Nick. *U.S. Nuclear Weapons Policy After the Cold War: Russians, "Rogues" and Domestic Division.* New York: Routledge, 2008.

Schell, Jonathan. *The Seventh Decade: The New Shape of Nuclear Danger.* New York: Metropolitan Books, 2007.

Spies, Michael and John Burroughs, eds. *Nuclear Disorder or Cooperative Security?: U.S. Weapons of Terror, the Global Proliferation Crisis, and Paths to Peace: An Assessment of the Final Report of the Weapons of Mass Destruction Commission and Its Implications for U.S. Policy.* New York: Lawyers Committee on Nuclear Policy, 2007.

Trenin, Dmitri. *Toward a New Euro-Atlantic "Hard" Security Agenda: Prospects for Trilateral U.S.-EU-Russia Cooperation;* project codirectors, Andrew C. Kuchins and Thomas Gomart. Washington, DC: Center for Strategic and International Studies; Paris, France: Institut Français des Relations Internationales, 2008.

United States Congress. House Committee on Foreign Affairs. *Every State a Superpower?: Stopping the Spread of Nuclear Weapons in the 21st Century*; hearing before the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, One Hundred Tenth Congress, first session, May 10, 2007. Washington, DC: U.S. Government Printing Office (USGPO): For sale by the Superintendent of Documents, USGPO, 2007.

<http://www.internationalrelations.house.gov/110/35308.pdf>
<http://purl.access.gpo.gov/GPO/LPS85003>

United States Congress. House Committee on Homeland Security. Subcommittee on the Prevention of Nuclear and Biological Attack. *Reducing Nuclear and Biological Threats at the Source*; hearing before the Subcommittee on Prevention of Nuclear and Biological Attack of the Committee on Homeland Security, U.S. House of Representatives, One Hundred Ninth Congress, second session, June 22, 2006. Washington, DC: U.S. Government Printing Office (USGPO): For sale by the Superintendent of Documents, USGPO, 2007.

<http://purl.access.gpo.gov/GPO/LPS81015>

United States Congress. House Committee on International Relations. Subcommittee on International Terrorism and Nonproliferation. *Assessing "Rights" Under the Nuclear Nonproliferation Treaty*; hearing before the Subcommittee on International Terrorism and Nonproliferation of the Committee on International Relations, House of Representatives, One Hundred Ninth Congress, second session, March 2, 2006. Washington, DC: U.S. Government Printing Office (USGPO): For sale by the Superintendent of Documents, USGPO, 2006.

<http://www.internationalrelations.house.gov/archives/109/26333.pdf>
<http://purl.access.gpo.gov/GPO/LPS72250>

United States Congress. Senate Committee on Foreign Relations. *Safeguarding the Atom: Nuclear Energy and Nonproliferation Challenges*; hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, One Hundred Tenth Congress, first session, July 31, 2007. Washington, DC: U.S. Government Printing Office (USGPO): For sale by the Superintendent of Documents, USGPO, 2008.

http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=110_senate_hearings&docid=f:40600.pdf
<http://purl.access.gpo.gov/GPO/LPS92748>

World Public Opinion.org. *Americans and Russians on Nuclear Weapons and the Future of Disarmament*; a joint study of WorldPublicOpinion.org and the Advanced Methods of Cooperative Security Program, CISSM (Center for International and Security Studies at Maryland), November 9, 2007.

http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/international_security_bt/432.php
Full report: http://www.worldpublicopinion.org/pipa/pdf/nov07/CISSM_NucWeaps_Nov07_rpt.pdf

ARTICLES

"Abolishing Nuclear Weapons: A Debate." With the participation of George Perkovich, James M. Acton [et. al.]. *Carnegie Endowment Report*, February 2009. [Note: This is online only; hard copy requires a subscription.]
<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=22748>

Albright, David and Corey Hinderstein. "Unraveling the A. Q. Khan and Future Proliferation Networks." *Washington Quarterly*, vol. 28, no. 2 (Spring 2005): pp. 111-128.
http://www.twq.com/05spring/docs/05spring_albright.pdf

Bergenäs, Johan. "Disarmament Movement Needs Youth Involvement to Counter Cynicism." *World Politics Review* (July 30, 2009). [Note: This is online only; hard copy requires a subscription.]
<http://www.worldpoliticsreview.com/article.aspx?id=4136>

Cooper, Mary H. "Nuclear Proliferation and Terrorism." *CQ Researcher*, vol. 14, no. 13 (2 April 2004): pp. 297-319.
<http://www.cqpress.com/product/Researcher-Nuclear-Proliferation.html>

Deutch, John. "A Nuclear Posture for Today." *Foreign Affairs*, vol. 84, no. 1 (January/February 2005): pp. 49-60.

“The Global Nuclear Future” [special 2-vol. edition]. *Daedalus*; ed. by Scott Sagan and Steven E. Miller. Volume 1 was published in October 2009. Volume 2 will be published in Winter 2010.
http://cisac.stanford.edu/news/the_global_nuclear_future_special_edition_of_daedalus_journal_20091102/

Hersh, Seymour M. “Defending the Arsenal.” *New Yorker*, November 16, 2009, pp. 28-35.
http://archives.newyorker.com/global/print.asp?path=/djvu/CondeNast/NewYorker/2009_11_16..
[Note: Online access requires a subscription.]

Scheinman, Lawrence. “Disarmament: Have the Five Nuclear Powers Done Enough?” *Arms Control Today*, vol. 35, no. 1 (January/February 2005), pp. 6-11.
http://www.armscontrol.org/act/2005_01-02/Scheinman.asp

Shultz, George P., William J. Perry, Henry A. Kissinger, and Sam Nunn. “A World Free of Nuclear Weapons,” *Wall Street Journal*, January 4, 2007.

Shultz, George P., William J. Perry, Henry A. Kissinger, and Sam Nunn. “Toward a Nuclear-Free World.” *Wall Street Journal*, January 15, 2008, p. A15.
http://www.online.wsj.com/public/article_print/SB120036422673589947.html

Trenin, Dmitri. “So Far Purely Economic, G20 Could One Day Cover Security Too.” *Europe’s World* (Autumn 2009).
<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=23986&prog=zgp,zru>

Trenin, Dmitri. “Untangling Iran’s Nuclear Web.” *The Moscow Times*, October 5, 2009.
<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=23940&prog=zgp,zru&proj=znpp>

Zuckerman, M.J. “Nuclear Power: Risk vs. Renaissance.” *Carnegie Reporter*, vol. 5, no. 3, Fall 2009, pp. 18-27.
<http://carnegie.org/publications/carnegie-reporter/single/view/article/item/231/>

SITES INTERNET

Gouvernement américain

U.S. Department of Defense National Defense University The Center for the Study of Weapons of Mass Destruction

The Center for the Study of Weapons of Mass Destruction (WMD) facilitates a greater understanding of the challenges presented by nuclear, biological, and chemical weapons to U.S. security interests through research, education, and outreach. The center is the focal point for professional military education on combating WMD.
<http://www.ndu.edu/WMDCenter/index.cfm?pageID=1&type=page>

U.S. Department of Defense Office of the Deputy Assistant to the Secretary of Defense for Nuclear Matters (ODATSD(NM))

The ODATSD(NM) oversees and develops the plans for nuclear weapons safety, security, and survivability, as well as the survivability of material and systems relative to nuclear effects.
<http://www.acq.osd.mil/ncbdp/nml>

Office of the Director of National Intelligence National Counterproliferation Center (NCPC)

The NCPC was formally established by the Office of the Director of National Intelligence (ODNI) on November 21, 2005, as the primary organization within the intelligence community for managing, coordinating, and integrating planning, collection, exploitation, analysis, interdiction, and other activities relating to weapons of mass destruction, related delivery systems, materials and technologies, and intelligence support to U.S. government efforts and policies to impede such proliferation.
<http://www.counterwmd.gov/>

U.S. Department of Energy National Nuclear Security Administration (NNSA)

NNSA, through its Office of Defense Nuclear Nonproliferation, works closely with a wide range of international partners, key U.S. federal agencies, the U.S. national laboratories, and the private sector to detect, secure, and dispose of dangerous nuclear and radiological material and related WMD technology and expertise.
http://www.nnsa.energy.gov/nuclear_nonproliferation/

U.S. Department of Energy

Initiatives for Proliferation Prevention (IPP)

IPP, part of the Global Initiatives for Proliferation Prevention, engages scientists, engineers, and technicians who formerly worked in Soviet weapons facilities to redirect their expertise to peaceful, civilian work through long-term business partnerships with U.S. companies.

<http://www.y12.doe.gov/missions/nonproliferation/imp/gipp/initiativesprevention.php>

U.S. Department of State

Bureau of International Security and Nonproliferation (ISN)

The ISN Bureau spearheads efforts to promote international consensus on WMD proliferation through bilateral and multilateral diplomacy; leads the development of diplomatic responses to specific bilateral and regional WMD proliferation challenges, including today's threats posed by Iran, North Korea, and Syria; and develops and supports strategic dialogues with India, Pakistan, China, and other key states or groups of states.

<http://www.state.gov/t/isn/>

U.S. Department of State

Bureau of Verification, Compliance and Implementation (VCI)

VCI's core mission is to ensure that appropriate verification requirements and capabilities are fully considered and properly integrated throughout the development, negotiation, and implementation of arms control, nonproliferation, and disarmament agreements and commitments.

<http://www.state.gov/t/vci/>

Organisations internationales

International Atomic Energy Agency (IAEA)

The IAEA is the world's nuclear inspectorate, with more than four decades of verification experience. Inspectors work to verify that safeguarded nuclear material and activities are not used for military purposes.

<http://www.iaea.org/OurWork/SV/index.html>

Nuclear Suppliers Group (NSG)

The NSG is a group of nuclear supplier countries that seeks to contribute to the nonproliferation of nuclear weapons through the implementation of guidelines for nuclear exports and nuclear-related exports.

<http://www.nuclearsuppliersgroup.org/Leng/default.htm>

Union of Concerned Scientists

Nuclear Weapons and Global Security

The union of scientists and policy experts works to reduce some of the biggest security threats facing the world today, including the risks posed by nuclear weapons, nuclear terrorism, and space weapons.

http://www.ucsusa.org/nuclear_weapons_and_global_security/

United Nations

Office for Disarmament Affairs

The Department of Disarmament Affairs was established in January 1998 as part of the secretary-general's program for reform in accordance with his report A/51/950 to the General Assembly. In 2007 it was changed to the United Nations Office for Disarmament Affairs (UNODA).

<http://www.un.org/disarmament/>

Universités et centres de recherche

Center for Strategic and International Studies

Project on Nuclear Issues

This blog pushes the nuclear debate forward with daily posts, original contributions by members, and guest commentary from senior experts.

<http://csis.org/program/poni-debates-issues>

Federation of American Scientists

A World Free of Nuclear Weapons

The Federation of American Scientists (FAS) was founded in 1945 by scientists who had worked on the Manhattan Project to develop the first atomic bombs.

http://www.fas.org/press/statements/new_nuclear_policy.html

Harvard University

Belfer Center for Science and International Affairs: Managing the Atom

The Belfer Center is the hub of the Kennedy School's research, teaching, and training in international security affairs, environmental and resource issues, and science and technology policy.

http://belfercenter.ksg.harvard.edu/project/3/managing_the_atom.html

International Science and Technology Center (ISTC)

ISTC is an intergovernmental organization connecting scientists from Russia, Georgia, and other countries of the Commonwealth of Independent States (CIS) with their peers and research organizations in Canada, the European Union, Japan, the Republic of Korea, Norway, and the United States.

<http://www.istc.ru/>

Monterey Institute of International Studies James Martin Center for Nonproliferation Studies (CNS)

CNS strives to combat the spread of weapons of mass destruction by training the next generation of nonproliferation specialists and disseminating timely information and analysis.

<http://cns.miis.edu/index.htm>

Princeton University Program on Science and Global Security

The Program on Science and Global Security, a research group at Princeton University since 1975, became a unit of the Woodrow Wilson School in July 2001. The program seeks to provide the technical basis for policy initiatives in nuclear arms control, disarmament, and nonproliferation.

<http://www.princeton.edu/~globsecl>

Stanford University Center for International Security and Cooperation (CISAC)

Preventing Nuclear Proliferation and Terrorism

CISAC explores the means to reduce the threat represented by weapons of mass destruction, a primary objective of their research.

http://cisac.stanford.edu/research/preventing_nuclear_proliferation_and_terrorism/

Organisations

Carnegie Endowment for International Peace Nuclear Policy Program

As interest in nuclear power grows around the world, efforts to build a sustainable nuclear order increasingly will depend on engaging the nuclear industry, updating strategies of deterrence and security, and making progress towards the abolition of nuclear weapons.

<http://www.carnegieendowment.org/npp/>

Nuclear Threat Initiative (NTI)

NTI is a nonprofit organization with a mission to strengthen global security by reducing the risk of use and preventing the spread of nuclear, biological, and chemical weapons, and to work to build the trust, transparency, and security that are preconditions to the ultimate fulfillment of the Non-Proliferation Treaty's goals and ambitions.

<http://www.nti.org/index.php>

Ploughshares Fund

The Ploughshares Fund is engaged in an aggressive strategy to seize the unprecedented opportunities before us to achieve a safe, secure, nuclear weapon-free world. Combining high-level advocacy, an enhanced grantmaking capacity, and their own expertise, they are helping to fundamentally change nuclear weapons policy.

<http://www.ploughshares.org/about-us>

USEC Inc.

Megatons to Megawatts Program

The Megatons to Megawatts Program is a unique, commercially financed government-industry partnership in which bomb-grade uranium from dismantled Russian nuclear warheads is being recycled into low-enriched uranium (LEU) used to produce fuel for American nuclear power plants.

<http://www.usec.com/megatonstomegawatts.htm>

FILMOGRAPHIE

Documentaires

Atomic Café (1982)

<http://www.imdb.com/title/tt0083590/>

Running Time: 88 minutes

Director: Kevin Rafferty

Synopsis: Compilation of U.S. government and "educational" propaganda shows how 1950s Americans learned to "stop worrying and love the bomb."

Atomic Journeys: Welcome to Ground Zero (1999)

<http://www.imdb.com/title/tt0205754/>

Running Time: 52 minutes

Director: Peter Kuran

Synopsis: A tour of U.S. atomic test sites in Nevada, New Mexico, Colorado, Mississippi, and Alaska.

The Day After Trinity (1981)

<http://www.imdb.com/title/tt0080594/>

Running Time: 89 minutes

Director: Jon Else

Synopsis: Scientists and witnesses involved in the creation and testing of the first atomic bomb reflect on the Manhattan Project and its fascinating leader, J. Robert Oppenheimer, who upon completion of his wonderful and horrible invention became a powerful spokesperson against the nuclear arms race.

The War Game (1965)

<http://www.imdb.com/title/tt0059894/>

Running Time: 48 minutes

Director: Peter Watkins

Synopsis: Simulated documentary about the aftermath of a nuclear holocaust. Originally produced for British TV, it was released theatrically and won a Best Documentary Oscar.

Films

The Day After (1983)

<http://www.imdb.com/title/tt0085404/>

Running Time: 127 minutes

Producer: ABC Circle Films/MGM

Synopsis: When Cold War tensions reach the ultimate boiling point, the inhabitants of a small Kansas town learn, along with the rest of America, that they have less than 30 minutes before 300 Soviet warheads begin to appear overhead.

Day One (1989 TV)

<http://www.imdb.com/title/tt0097159/>

Running Time: 141 minutes

Director: Joseph Sargent

Synopsis: Hungarian physicist Leo Szilard leaves Europe, eventually arriving in the United States. With the help of Albert Einstein, he persuades the government to build an atomic bomb. The project is given to no-nonsense General Leslie Groves, who selects physicist J. Robert Oppenheimer to head the Los Alamos Laboratory in New Mexico, where the bomb is built. As World War II draws to a close, Szilard has second thoughts about atomic weapons, and policy makers debate how and when to use the bomb.

Dr. Strangelove or How I Learned to Stop Worrying and Love the Bomb (1964)

<http://www.imdb.com/title/tt0057012/>

Running Time: 93 minutes

Director: Stanley Kubrick

Synopsis: Nuclear war is launched by a crazed American general, Jack D. Ripper, worried about a "Commie plot" to put fluoride in the drinking water and cause the loss of his bodily essences.

Fail Safe (1964)

<http://www.imdb.com/title/tt0058083/>

Running Time: 111 minutes

Director: Sidney Lumet

Synopsis: An American president, confronted with an accidental attack on the Soviet Union, decides to drop an atomic bomb on New York in compensation for the annihilation of Moscow.

Fat Man and Little Boy (1989)

<http://www.imdb.com/title/tt0097336/>

Running Time: 126 minutes

Director: Roland Joffe

Synopsis: Story about the Manhattan Project and the development of the atomic bomb, focusing on General Leslie Groves, the leader of the project, and J. Robert Oppenheimer, the scientist who put together the brain trust that created it.

On the Beach (1959)

<http://www.imdb.com/title/tt0053137/>

Running Time: 134 minutes

Director: Stanley Kramer

Synopsis: Effects of radiation as the planet slowly died in the aftermath of a nuclear exchange between the superpowers.

The Peacemaker (1997)

<http://www.imdb.com/title/tt0119874/>

Time: 123 minutes

Director: Mimi Leder

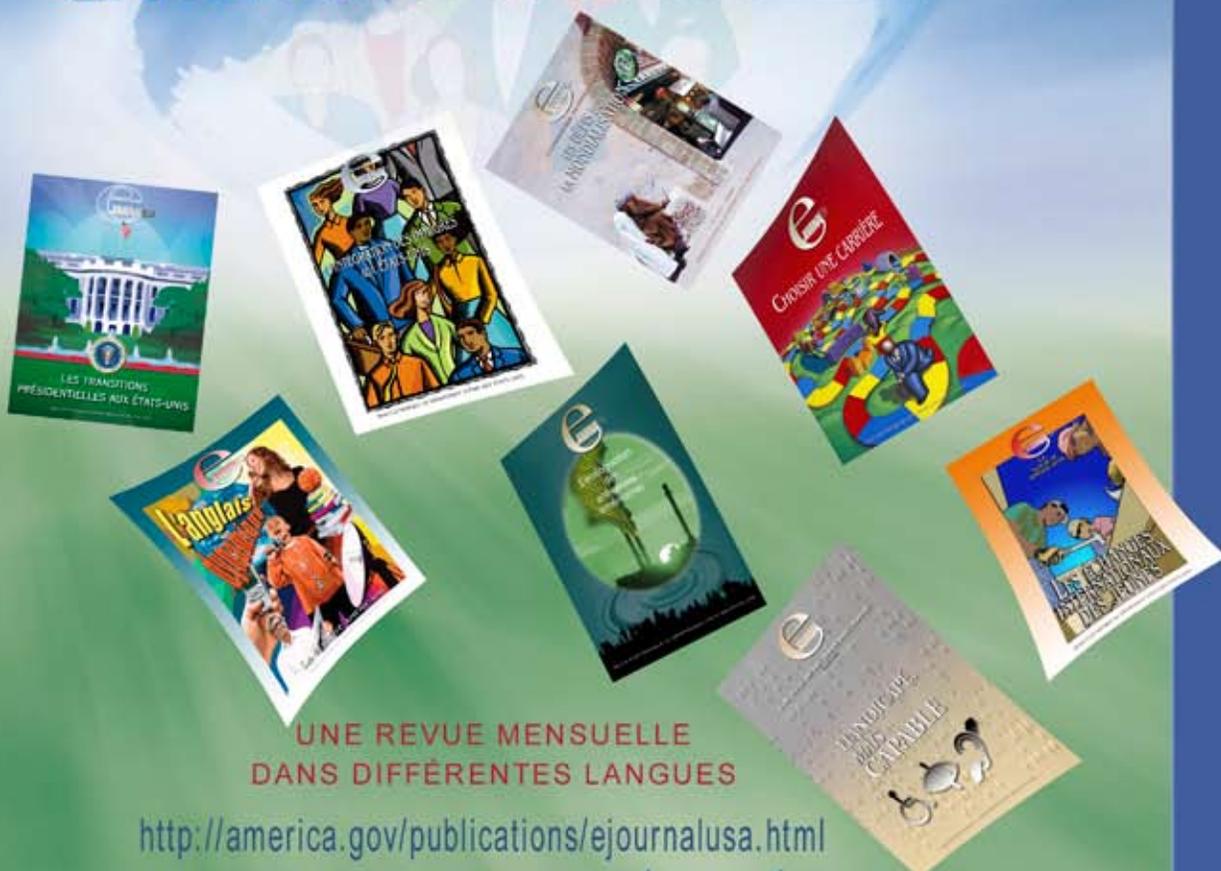
Synopsis: Russian nuclear warheads are stolen and a weaponized backpack eventually ends up in the hands of a Bosnian Serb terrorist determined to destroy Manhattan.

Le département d'État n'assume aucune responsabilité quant au contenu et à l'accès des ressources énumérées ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en février 2010.

maintenant sur Facebook



ENGAGING THE WORLD



UNE REVUE MENSUELLE
DANS DIFFÉRENTES LANGUES

<http://america.gov/publications/ejournalusa.html>

Revue électronique du département d'État des États-Unis